

**Monsieur le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer du Nord**
Service Urbanisme et Connaissance des Territoires
44, rue de Tournai
BP 289

59019 LILLE CEDEX 1

N/Réf : HM/bl - 93232
V/Réf :
Affaire suivie par Marie-Agnès LEMOINE
Objet : FRESSAIN – Révision du POS

Douai, le **28 AVR. 2011**

Monsieur le Directeur,

Suite à votre courrier du 24 Mars 2011, ci-dessus référencé, j'ai l'honneur de vous informer que l'Agence de l'Eau n'a pas d'observation à formuler sur ce dossier.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

LE CHARGE D'INTERVENTIONS



Hugo MARCHIONI

Courrier arrivé SUCT	
Le 29 AVR. 2011	
Pôle ADS	
Pôle PT	
Pôle PAC	
Pôle AF et ATD	
Pôle C	
Pôle S	
Secrétaire	
Pour suite à donner	<input type="checkbox"/>
Pour information	<input checked="" type="checkbox"/>
Visa	

Scanné le
09/06/2011



Commandement de la
région Terre Nord-Est,
commandement des
forces françaises et de
l'élément civil stationnés
en Allemagne.

Courrier arrivé SUCT	
Le	07 JUIN 2011
Pôle AGE	
Pôle AF et APF	
Pôle DVD	0
Atelier Stratégie Territoriales	
Secrétariat	
Pour info / action	0
Pour info / action	/
Visa	



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Metz, le 30 MAI 2011

N°3466 /DEF/EM RTNE/DIVSOUT/BSI/SSE

Le général de corps d'armée Pascal PÉРАН,
gouverneur militaire de Metz,
officier général de la zone de défense et de sécurité Est
officier général chargé de la zone de soutien Nord-Est
commandant les forces françaises
et l'élément civil stationnés en Allemagne,
à

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord

OBJET : Fressain (59) – révision du POS.

RÉFÉRENCE : Votre lettre du 24 mars 2011.

Par correspondance visée en référence, vous m'avez demandé de vous indiquer, afin de les porter à la connaissance du maire de Fressain les éléments visés à l'article R 121.1 du code de l'urbanisme et autres informations relevant de ma compétence, utiles à la révision du plan d'occupation des sols.

Après étude, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la commune de Fressain est grevée par la servitude PT2 liée au faisceau hertzien de Douai/quartier Corbineau (59) à Grougis/Marchavenne (02) approuvée par décret du 1^{er} septembre 1989 et gérée par la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information Metz – quartier de Lattre de Tassigny – CS n°30001 – 57044 Metz cedex 1.

Par ailleurs, aucun immeuble militaire n'est implanté sur ce ban communal et aucun projet d'intérêt général n'y est envisagé par l'État-défense.

C'est pourquoi, je ne souhaite pas être associé aux réunions du groupe de travail en charge de la révision de ce plan d'occupation des sols, mais désire recevoir, pour avis, le projet arrêté.

Par ailleurs, de nouveaux textes relatifs à la gestion du domaine militaire, en cours d'élaboration, paraîtront d'ici fin 2011. En conséquence, je vous précise que ces dossiers seront, dès parution de ces textes, traités par la base de défense territorialement compétente.

COPIE à :
DIRISI Metz
COMBdD Lille

Par ordre,
Le colonel Yves LÉVÊQUE
chef de la division
métiers du soutien



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Direction générale de l'Aviation civile

Lesquin, le 1er décembre 2011

Direction de la sécurité de l'Aviation civile
Direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord
Délégation Nord Pas de Calais

Le Délégué Régional

à

Nos réf. : DNPC/2011/12/0011
Affaire suivie par : Jean-olivier REVOUY
Jean-olivier.revouy@aviation-civile.gouv.fr
Tél. : 03 20 16 18 23 - Fax : 03 20 16 18 17

M. le Directeur Départemental de territoires
et de la Mer Nord
S.U.C.T.
62, bd de BELFORT
BP 289
59000 LILLE

Objet : Révision du POS de FRESSAIN.

La commune n'est pas concernée par les Servitudes Aéronautiques de dégagement des aérodromes.

J'attire toutefois votre attention sur le fait que la commune se trouve à l'intérieur des deux cercles de 24 km de rayon centrés sur l'aérodrome de Cambrai-Epinoy et Cambrai-Niergnies. A l'intérieur de ces cercles, toute implantation ou modification des installations existantes doivent recevoir l'avis de l'autorité militaire (B.A.103).

Compte tenu de ces éléments, et concernant les installations civiles relatives à mon domaine de compétence, je n'ai pas d'autres remarques particulières à vous formuler sur ce dossier.

Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Nord	
Délégation Nord Pas de Calais	
Le Délégué	
R. LOURME	
05 DEC 2011	
0	

PJ :
Copie à :

Scanné le 06/12/2011



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

(destinataires in fine)

Service urbanisme
et connaissance des territoires

Lille, le 24 MARS 2011

Cellule Porter à Connaissance

Affaire suivie par : Marie-Agnès Lemoine
marie-agnes.lemoine@nord.gouv.fr
Tél. : 03 20 40 53 85 – Fax : 03 20 40 54 86
ddtm.suct@nord.gouv.fr

Objet : FRESSAIN – Révision du POS – Constitution du Porter à Connaissance et association
P. J. : 1

Par délibération du 2 Février 2011, le conseil municipal de la commune de Fressain a décidé de mettre son POS en révision.

La DDTM, constituée pour l'essentiel du regroupement de la DDE et de la DDAF dans le cadre de la Réforme Générale des Politiques Publiques, reste en charge, par délégation du préfet, de la réalisation du porter à connaissance de l'Etat (PAC).

L'association de l'Etat étant désormais facultative, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître, à l'aide de l'imprimé ci-joint, si vous souhaitez être associé à cette procédure.

En tant que porteur des politiques publiques connaissant divers enjeux intéressant ce territoire, ou en tant que gestionnaire de servitude(s) d'utilité publique (SUP), vous êtes invités à contribuer à la constitution de ce Porter A Connaissance :

En effet, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (articles L 121-2 et R 121-1 notamment), le préfet doit porter à la connaissance de la commune, en continu, les informations nécessaires à l'exercice de sa compétence en matière d'urbanisme, notamment les servitudes d'utilité publique, les études techniques en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement et en matière d'inventaire général du patrimoine culturel.

Il conviendrait de transmettre à la DDTM tous les éléments en votre possession devant être portés à la connaissance de la collectivité (prescriptions nationales ou particulières, servitudes d'utilité publique, projets d'intérêt général, mais également toutes les études en matière de prévention des risques ou de protection de l'environnement, d'habitat, de déplacements...).

→ soit par voie papier au Service Urbanisme et Connaissance des Territoires – 62, Boulevard de Belfort 59000 LILLE

→ soit par courriel à : DDTM.SUCT-59@nord.gouv.fr
avec les éventuelles pièces jointes sous format numérique (cartographie notamment).

Horaires d'ouverture : lundi au jeudi 8h30-17h30 , vendredi 8h30-17h
Tél. : 03 20 40 54 54 – fax : 03 20 06 83 24
44, rue de Toumai BP 289
59019 Lille cedex

Je vous invite à me communiquer ces éléments dans un délai maximum de 2 mois pour faciliter la mise en oeuvre de la démarche engagée par la commune.

Vous veillerez également à communiquer tout au long de la procédure toute nouvelle information qui justifierait une actualisation du PAC. Je vous rappelle que la non-fourniture de données de caractère réglementaire engage la responsabilité de l'Etat.

Pour le préfet et par délégation,
Le Chef du Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires



Pierre COPPIN

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le

26 05 2011.

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

Nom du service :	STAP 59.
Nom de la personne référente et coordonnées:	

Courrier arrive SUCT	
Le	
Pôle	06 JUIN 2011
Pôle AF et APR	
Pôle GVD	<input checked="" type="checkbox"/>
Atelier Stratégies Territoriales	
Secrétariat	
Pour suite à donner	<input type="checkbox"/>
Pour information	<input checked="" type="checkbox"/>
Vice	

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

OUI

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE

PUITS DE MINES




*
 Arrondissement de Douai
 Commune de
FRESSAIN

**

Planche 1/1

*
 Echelle : 1/ 5000
 *

LEGENDE

-  Zone de Protection
-  Zone d'intervention
-  Puits de Mines
- 552** N° du puits de mines

Système Français Méridien de Paris (V 7,8)
 Lambert 1 Nord - Paris
 Copyright : Direction Générale des Impôts
 Cadastre 59 ; mise à jour : 21/11/2006
 Source : BRGM - DPSM - UTAM
 Données transmises par la DRIRE Nord Pas-de-Calais le 28 mars 2007

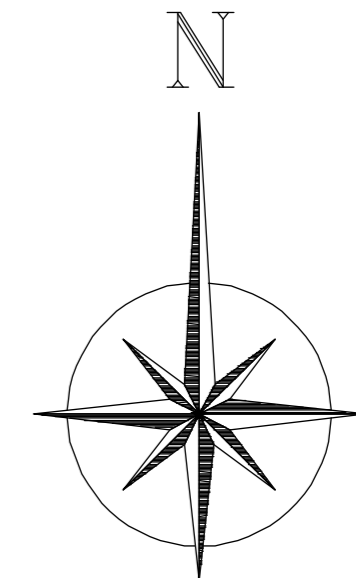
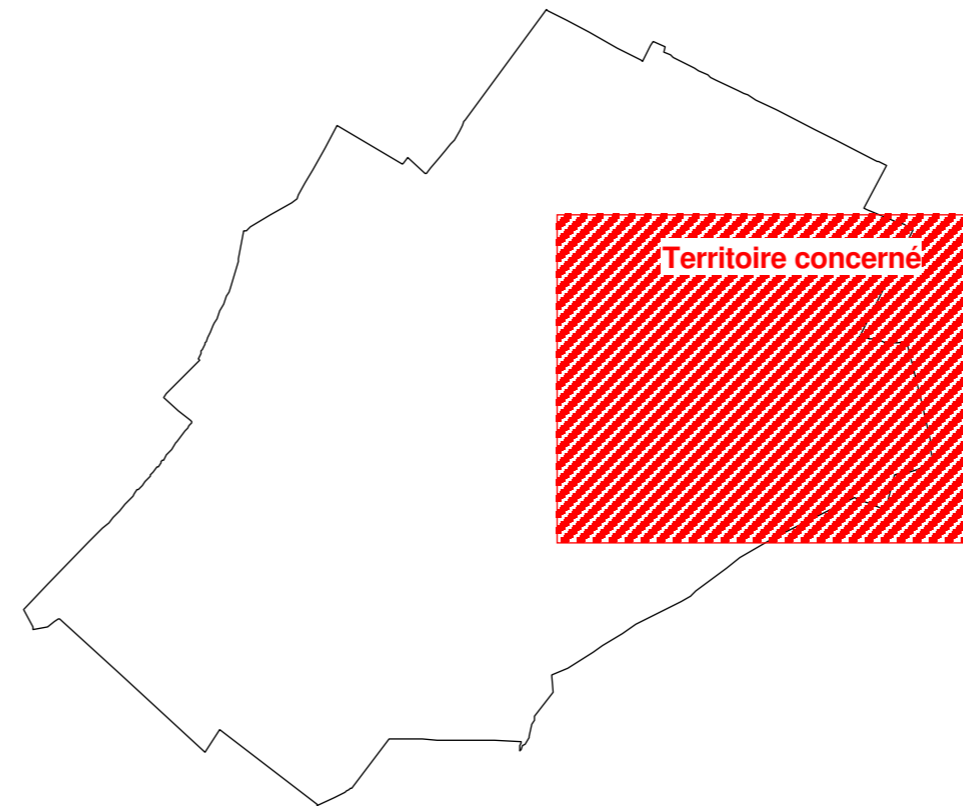
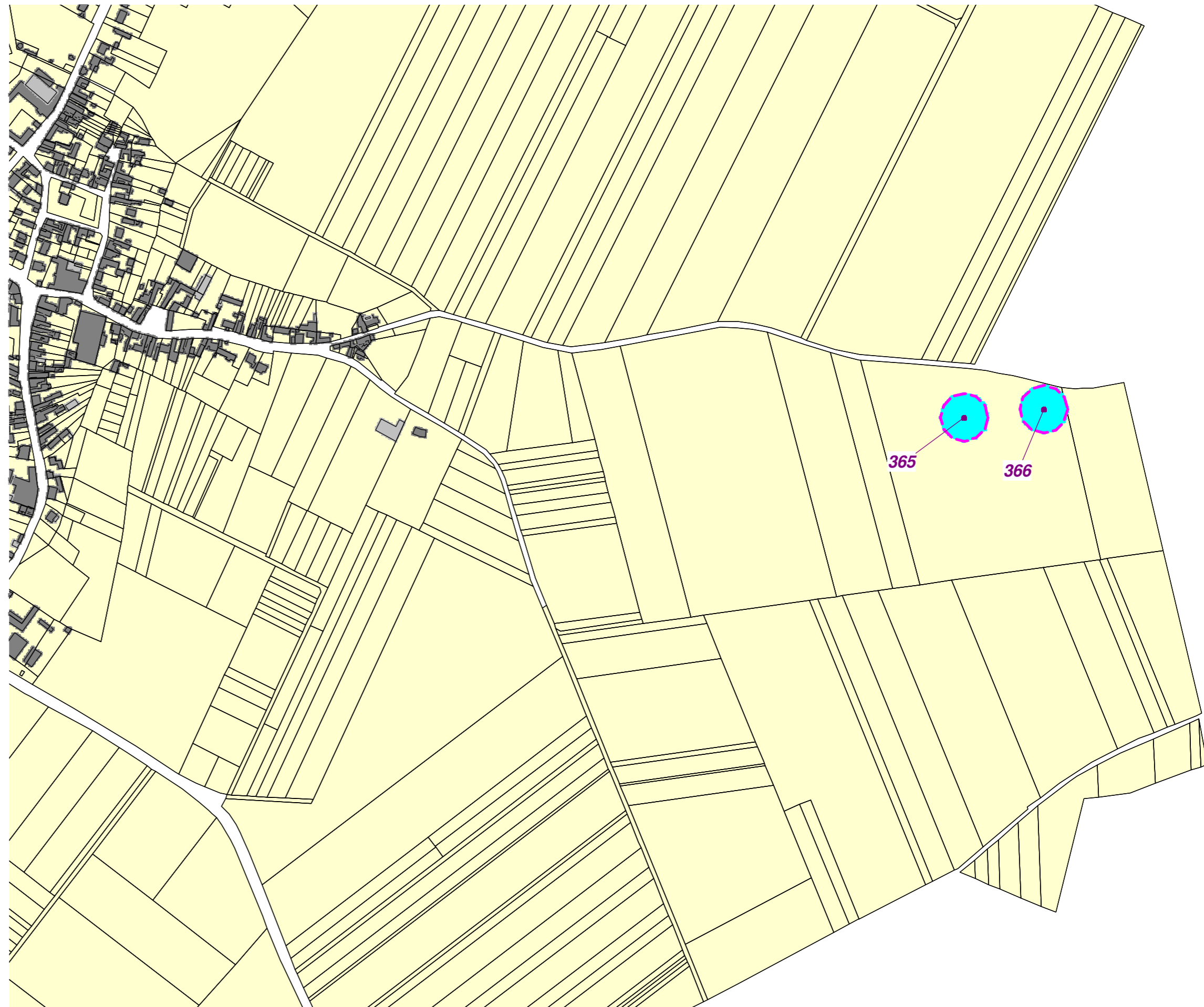
Carte réalisée le : 01/10/2007

Validée le :

Par :

Went de la D.D.C.
 SDRE - SIG - Intégration des connaissances, risques et environnement
 14, Rue de Normandie
 BP 200 - 59610 LILLE CEDEX
 Tél : 03 20 40 34 34
 Fax : 03 20 40 31 34
 MML 000-000équipement.gouv.fr

CHEMIN : C:\travail\SIG Environnement\SIG RISQUES\Bassins de Risques Identifiés\Risques Naturels\Puits\document_du_29_03_07\arrondissement de Douai\
 NOM DU FICHIER : FRESSAIN_Puits_de_Mines.WOR



commune	Numero_puits	en mètre axés sur le centre du puits	
		zone_intervention	zone_protection
FRESSAIN	365	30	30
FRESSAIN	366	30	30

Gestion et prévention des risques

PORTER A CONNAISSANCE

Commune de FRESSAIN

Le porter à connaissance vise à fournir aux communes ou à leurs groupements les éléments nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière de document d'urbanisme. Il comprend donc un rappel des principes et des règles qui doivent guider la définition de leurs projets tels que les PLU. Il présente également les diverses données contribuant à identifier les risques affectant leur territoire.

Le présent document comporte en outre une annexe sur les responsabilités, qui est une aide à tout décideur pour positionner ses actions publiques et les justifier, pour prendre en compte les risques dans les programmes et les projets.

1.Obligations réglementaires

l'élaboration d'un PLU en tant que démarche de définition d'un projet de territoire est un moment fondamental pour :

- faire un point précis sur les risques auxquels le territoire est exposé,
- définir les stratégies d'aménagement garantissant la sécurité des biens et des personnes,
- arrêter les dispositions réglementaires permettant de prévenir les risques ou d'en limiter les conséquences.

Le code de l'urbanisme dispose, en effet, dans son article L.121-1 :

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

En outre, l'article R.123-11b du code de l'urbanisme impose que le document graphique du règlement du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence des risques naturels justifie que soient interdites, ou soumises à prescriptions particulières, les constructions et installations de toute nature.

Le rapport de présentation et le règlement doivent eux aussi comporter certains éléments pour compléter le dispositif de prévention et d'information du public.

Le rapport de présentation et les risques

Le rapport de présentation du PLU doit exposer la situation du territoire au regard des risques, et à ce titre, fournir les indications sur l'importance et la fréquence du ou des risques existants, sur les dangers qu'ils représentent. Il doit également justifier les types de mesures édictées dans le règlement et destinées à réduire ou à supprimer les conséquences des risques.

Le rapport de présentation du PLU expose la méthode retenue par le bureau d'études chargé du PLU pour définir et qualifier les zones de risques connues ou suspectées (en justifiant le cas échéant les mesures qui lui ont permis d'affiner les données transmises par le présent porter à connaissance).

Dans le cadre de son élaboration, la réalisation d'un inventaire ou sa mise à jour est à porter au-delà de la synthèse des éléments actuellement connus (a minima : enquêtes bibliographiques, reconnaissance de terrain et enquêtes orales) et transmis notamment dans le cadre du porter à connaissance.

Le rapport de présentation motive le parti d'aménagement dans sa composante « prise en compte du risque ».

Même si le PLU autorise certaines constructions, il rappelle qu'il est possible de refuser ou d'octroyer sous condition un permis de construire dans le cas de la découverte d'un nouvel indice, en application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

Le règlement et les risques

Le document graphique du règlement reporte les périmètres de risque en application de l'article R. 123-11b, soit par un tramage spécifique indépendant du zonage d'urbanisme, soit par un secteur de zone reprenant le parti d'aménagement retenu (secteur indicé U, AU, A ou N)

Art. R123-11 b :

« les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître s'il y a lieu (...) les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches, ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toutes nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols (...) »

Les secteurs délimités doivent s'appuyer sur ceux établis dans le porter à connaissance, soit il s'agit de périmètres de risques résultant d'études spécifiques, auquel cas la délimitation réglementaire par le PLU doit être la plus fidèle possible, soit il s'agit d'observations de terrain sans caractérisation précise ou exhaustive qui constituent un faisceau d'indices conduisant à délimiter des secteurs nécessitant des règles de prévention.

Si la commune a depuis réalisé des investigations complémentaires lui ayant permis d'affiner sa connaissance du risque (conformément aux explications quant à la méthode et aux résultats établis dans le rapport de présentation), elle fait évoluer ce périmètre en fonction du résultat de ces études.

Le règlement fixe les prescriptions réglementaires associées. Indépendamment de la représentation graphique retenue (zonage ou tramage), les dispositions réglementaires seront à formaliser pour la prise en compte spécifique des risques concernant le territoire. L'existence de risques naturels prévisibles peut conduire, soit à interdire, soit à n'admettre que sous certaines conditions un certain nombre d'occupations ou d'utilisations des sols. La possibilité d'urbaniser ces territoires et les caractéristiques de l'urbanisation future doivent s'apprécier en fonction :

- des caractéristiques du risque encouru (fréquence, nature, intensité...),
- des risques induits par les constructions en fonction de leur situation, de leur densité, de leur nature,
- du rôle joué par le terrain dans la manifestation du risque (élément générateur, aggravant ou subissant le risque).

Dans les zones où le parti d'aménagement le permet, sont à autoriser :

- les voiries et équipements liés, dès lors qu'ils n'aggravent pas les risques,
- les ouvrages techniques divers nécessaires au fonctionnement des services publics, répondant aux besoins de la zone ou de portée plus générale.

Il convient aussi d'autoriser les aménagements ayant pour objet de vérifier ou réduire les risques. Les prescriptions visant à subordonner la délivrance d'autorisations d'urbanisme à la réalisation d'une étude par le pétitionnaire sont à proscrire.

L'ensemble des éléments relatifs aux risques inscrits dans les documents d'urbanisme vise également à répondre à l'article L 125-2 du code de l'Environnement qui dispose que : « *Le citoyen a un droit à une information sur les risques majeurs auxquels il est soumis sur tout ou partie du territoire qui le concerne, ainsi que sur les mesures de sauvegarde qui le concernent* ».

D'autre part, l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 54 précise :

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

En complément à l'information portée par le document d'urbanisme, la collectivité peut élaborer son Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Il s'agit d'un document réalisé par le maire dans le but d'informer les habitants de sa commune sur les risques naturels et technologiques qui les concerne, sur les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mise en œuvre ainsi que sur les moyens d'alerte en cas de survenance d'un risque. Il vise aussi à indiquer les consignes de sécurité individuelles à respecter, consignes qui font également l'objet d'une campagne d'affichage, organisée par le maire et à laquelle sont associés les propriétaires de certains bâtiments (locaux à usage d'habitation regroupant plus de quinze logements par exemple). L'ensemble des dispositions réglementaires concernant le DICRIM est aujourd'hui codifié au Code de l'Environnement (CE), articles R125-9 à R125-14. Elles sont complétées par le décret n°2005-233 du 14 mars 2005 relatif à l'établissement des repères de crues et par le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde.

L'article R125-10 du CE nous donne la liste des communes qui doivent réaliser leur DICRIM et leur campagne d'affichage des consignes de sécurité. Il s'agit des communes :

- où existe un Plan Particulier d'Intervention,
- où existe un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles ou un des documents

- valant PPR en application de l'article L562-6 du CE,
- où existe un Plan de Prévention des Risques miniers,
- situées dans les zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 définies à l'article R563-4 du Code de l'Environnement
- particulièrement exposées à un risque d'éruption volcanique et figurant à ce titre sur une liste établie par décret,
- situées dans les régions ou départements mentionnés à l'article L. 321-6 du code forestier et figurant, en raison des risques d'incendies de forêt, sur une liste établie par arrêté préfectoral.
- Situées dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, en ce qui concerne le risque cyclonique,
- inscrites par le préfet sur la liste des communes concernées par la présence de cavités souterraines et de marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol,
- désignées par arrêté préfectoral en raison de leur exposition à un risque majeur particulier.

Selon une circulaire du Ministère en charge de l'environnement du 20 juin 2005, environ 15 000 communes sont concernées par l'obligation de réaliser un DICRIM. Cependant sur l'initiative du maire et dans le cadre de ses pouvoirs de police, un DICRIM peut être réalisé dans une commune qui n'est pas forcément soumise à cette obligation réglementaire.

La réglementation impose au maire de faire connaître au public l'existence du DICRIM par un avis affiché à la mairie pendant deux mois au moins et précise qu'il est consultable sans frais à la mairie.

La circulaire DPPR/SDPRM n° 9265 du 21 avril 1994 indiquait que le maire devait élaborer un plan de communication et que le DICRIM devait être adressé aux principaux acteurs du risque majeur de la commune. Elle précisait aussi que « *sans campagne locale d'information, il serait illusoire d'espérer que le seul dépôt des dossiers en mairie permette d'informer correctement les citoyens, et que l'affichage soit réalisé* ». Ces recommandations n'ont pas été reprises dans la circulaire DPPR/SDPRM du 20 juin 2005 qui a abrogé la circulaire du 21 avril 1994.

On ne peut cependant que recommander aux maires de diffuser largement le DICRIM auprès des habitants de leur commune, sans qu'ils aient à en faire la demande.

2. Les données communiquées au titre du porter à connaissance

(Circulaire n°83-51 du 27 Juillet 1983 concernant la mise en œuvre de l'article 74 de la loi du 07 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences – loi de décentralisation).

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de décentralisation, l'obligation est faite au préfet de porter à connaissance, en particulier les risques, dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PLU, ZAC) ainsi que les servitudes imposées par ces risques.

La connaissance de l'existence d'un risque avéré, découvert ou non par une étude, même non encore sanctionné par un acte réglementaire, doit donc être « porté à connaissance ».

Le porter à connaissance constitue donc un état des connaissances à disposition de l'Etat en un instant donné. Il n'est pas exhaustif et n'exonère pas la collectivité de le compléter des éléments de connaissance sur les risques en sa possession ou de proposer de les affiner dès lors qu'elles n'ont pas de portée réglementaire en tant que servitudes d'utilité publique (PPR, ou servitudes de « sur-inondation » ou de « mobilité » ou PIG).

3. Etat des risques

Compte tenu de l'état des connaissances à ce jour, la commune de Fressain est vulnérable aux risques identifiés suivants :

RISQUES NATURELS :

1 - Arrêtés de catastrophes naturelles

Aux termes des dispositions de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982 modifiée et codifiée, sont considérés comme les effets des catastrophes naturelles, « *les dommages naturels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises* ».

Aux termes de l'article L 125-1 du Code des Assurances, « *l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci* ».

Lorsque survient un évènement calamiteux ayant le caractère de catastrophe naturelle, il appartient aux collectivités de transmettre au préfet, l'ensemble des éléments d'information nécessaires et d'adresser un rapport au ministère de l'intérieur, pour être ensuite transmis, pour avis à une commission interministérielle composée d'un représentant du ministère de l'intérieur, d'un représentant du ministère de l'économie et des finances, d'un représentant du budget, et d'un représentant de l'environnement. La commission émet un avis sur le dossier et propose, le cas échéant que soit constaté l'état de catastrophe naturelle.

Depuis 1982, date de mise en vigueur du texte de loi, la commune de Fressain a connu deux arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles :

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Date de l'arrêté	JO du
Inondations et coulées de boue	17/12/1993	02/01/1994	06/06/1994	25/06/1994
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

L'arrêté de 1999 est un arrêté particulier puisqu'il a été pris à l'échelle nationale après le passage de la tempête sur le territoire français.

2 – Phénomènes d'inondation

Nos services ne disposent pas d'information concernant l'inondation de décembre 1993. La collectivité dans sa demande de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle, a dû établir des constats (sur les phénomènes et les biens concernés) qu'il conviendrait de reconsidérer dans le cadre de l'urbanisme projeté par elle. Si les éléments ayant conduit à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ne devaient plus être disponibles, n'en demeure pas moins que cette information se suffit pour attirer l'attention de la collectivité sur l'existence potentielle du phénomène d'inondation et sur la nécessité d'un questionnement, dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme, sur sa survenance (typologie, caractéristiques, ...).

La susceptibilité au phénomène de remontées de nappes phréatiques sur la commune est considérée comme faible et très faible sur une majorité du territoire communal et moyenne à forte au Sud-Ouest. Une carte des remontées de nappes réalisée par le BRGM est consultable sur <http://www.inondationsnappes.fr>

Cette carte établit, de manière relativement précise, selon les altitudes moyennes de la nappe et la topographie locale du territoire, les susceptibilités variables des secteurs à la remontée de nappes. Les susceptibilités les plus faibles tendent à « garantir » la profondeur de la nappe (et ainsi un minimum d'interactions avec les projets en surface) alors que les plus élevées tendront à délimiter les zones où les remontées de nappes risquent d'être les plus conséquentes (jusqu'à sub-affleurer) et où un certain nombre de prescriptions ou d'orientations d'urbanisme pourront limiter les effets sur les projets. On visera par exemple à limiter la construction dans les zones où la nappe sera sub-affleurante (ou à prévoir des surélévations suffisantes pour limiter les intrusions d'eau dans les bâtis ; on réglementera les caves et sous-sols pour limiter leur inondation...) et on interdira l'infiltration des eaux pluviales.

Nous n'avons pas connaissance d'ouvrages de défense (type digues...) dont la ruine pourrait entraîner l'intrusion d'eau sur des territoires aujourd'hui ainsi protégés. Il conviendra, dans le cas où de tels ouvrages devaient exister, que la collectivité les liste, identifie leurs propriétaires, les zones protégées et les conditions (occurrence de phénomènes, données hydrauliques et hydrologiques) pour lesquelles de telles défenses auront été établies.

3 – Phénomènes de Mouvement de terrain

Fressain est concerné par 2 puits de mines situés à l'Ouest en limite communale avec Marcq en Ostrevent (cartographie jointe). Ces puits de mines ont été ouverts en 1773, nous ne possédons aucune information quant à leur date de fermeture ou à leur remblayage. Les risques présentés par ces puits abandonnés, même s'ils ont été remblayés et couverts d'une dalle consistante, hors pénétration des personnes et émanation du grisou, en la déstabilisation du terrain autour de l'orifice, avec possibilité de formation d'un cône. Pour les deux puits, la zone d'intervention et la zone de protection sont toutes deux de 30 mètres axés sur le centre de chaque puits, toute construction y est interdite.

Nos services ne disposent pas d'information concernant la présence de cavités souterraines.

4. Le retrait-gonflement des argiles.

Comme la majeure partie du territoire départemental, la commune est exposée au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Ce phénomène est classé en aléas nul, faible et fort selon les secteurs. La charte de susceptibilité au phénomène établie par le Bureau de Recherches Archéologiques et Minières est disponible sur le site [http:// www.prim.net](http://www.prim.net)

Sur les secteurs situés en aléas fort, l'enjeu, n'est pas l'inconstructibilité des terrains, mais la qualité des constructions et la garantie de ne pas produire trop de facteurs favorables au phénomène.

La connaissance de la constitution du sous-sol et de sa résistance est un préalable nécessaire à la bonne prise en compte du phénomène. Une étude de sol préliminaire à chaque projet devrait être recommandée a minima pour ainsi connaître les particularités du terrain, pour éventuellement adopter des mesures constructives qui évitent à la construction de subir les effets du retrait-gonflement. Cette recommandation devrait passer à l'état de prescription dans le cas d'opérations groupées.

L'hydratation des sols argileux est sensible à certaines alimentations du sol en eau, infiltration par exemple ou à la présence d'arbre. Modifier un site peut favoriser le phénomène de retrait-gonflement. Il conviendra donc d'avoir une réflexion globale sur l'assainissement, dans le cadre d'un zonage d'assainissement pluvial par exemple.

Un certain nombre de prescriptions techniques permettent de réduire les conséquences de ces mouvements différentiels, sur les structures des constructions. La plaquette d'information jointe en annexe annonce un certain nombre de ces bonnes pratiques constructives.

Concernant la sismicité, il doit être désormais fait application de l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal », c'est-à-dire les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat.

La commune est classée en zone de sismicité 3 (aléa modéré), des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement sont désormais à appliquer aux bâtiments selon leur catégorie d'importance. Ces nouvelles mesures sont à prendre en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

RISQUES TECHNOLOGIQUES :

La commune n'est pas concernée par le risque SEVESO.

Nous n'avons pas connaissance de station de relèvement des eaux sur le territoire communal.

A titre d'information, la commune est traversée par des installations surveillées par TRAPIL (canalisation d'hydrocarbures).

Elle est concernée par le risque engins de guerre. Les vestiges de guerre constituent dans le département du Nord, sinon un risque majeur, du moins une menace constante pour les populations susceptibles d'y être exposées. S'il est difficile de proposer une cartographie précise de ce risque dans le Département, les statistiques établies par le Service de Déminage d'Arras révèlent cependant des zones particulièrement sensibles et le secteur de Douai en fait partie. Une attention toute particulière sera apportée face à ce risque lors des travaux. Il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires en cas de découverte d'un engin de guerre.

RISQUES NUCLEAIRES

Comme le rappelle le Dossier Départemental des Risques Majeurs, ce type de risque sur le département se limite à la CNPE de GRAVELINES. Dans les rayons rapprochés (5 à 10 km), un certain nombre d'actions sont entreprises, tant pour informer les populations, qu'organiser la gestion de crise (voir le DDRM). La commune de Fressain n'entre pas dans le périmètre des ces rayons rapprochés.

4. Les responsabilités

La responsabilité administrative

En matière de sécurité civile, le code général des collectivités territoriales fait obligation au maire de prévenir les accidents naturels et autres fléaux calamiteux (article L.2212-2 5°) et de prendre en cas de danger grave ou imminent, les mesures exigées par les circonstances (article L.2212-4).

Article L2212-2 :

La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

[...]

5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pouvoir d'urgences à toutes les mesures d'assurances et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure.

La responsabilité de la commune peut être engagée lorsqu'une faute est commise dans l'exercice de ces activités de police générale. Ce sera en principe sur la base d'une « faute simple » (dysfonctionnement, mauvaise appréciation de la situation...) pour les mesures de prévention et sur la base d'une « faute lourde » (ou faute d'une exceptionnelle gravité) pour les mesures prises en situation d'urgence.

En matière d'urbanisme, les documents de planification (SCOT, PLU et cartes communales) doivent déterminer : « les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles » (article L 121-1 du code de l'urbanisme).

Ainsi la responsabilité de l'autorité compétente en la matière peut être engagée dans l'hypothèse d'un sinistre survenu dans un secteur classé à tort en zone constructible.

De même il y a obligation de prendre en compte les risques naturels, technologiques ou miniers lors de l'instruction des autorisations d'utilisation du sol (voir chapitres précédents). La responsabilité de la commune qui a délivré l'autorisation sera engagée si la connaissance qu'elle avait des risques était suffisante pour justifier d'un refus, ou assortir l'autorisation de prescription spéciale.

La responsabilité pénale

La responsabilité peut être recherchée devant les juridictions répressives pour des actes qui revêtent le caractère d'une infraction, c'est à dire pour lesquels la loi prévoit une peine. Il peut y avoir délit même pour des faits non intentionnels.

La personne qui n'a pas causé directement le dommage mais qui a créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage, ou qui n'a pas pris les mesures permettant de l'éviter, est responsable pénalement s'il est établi qu'elle a violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement. Il en est de même s'il est établi que cette personne a commis une faute caractérisée qui expose autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elle ne pouvait ignorer.

Article 121-3 du code pénal :

Il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre.

Toutefois, lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui.

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant,

de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il dispose.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage, ou qui n'a pas pris les mesures permettant de l'éviter, est responsable pénalement s'il est établi qu'elle a violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elle ne pouvait ignorer. Il n'y a pas de contravention en cas de force majeure.

C'est ce comportement fautif qui constitue l'élément moral du délit d'homicide involontaire ou de blessure involontaire (article 221-6 et 222-19 du code pénal).

Article 221-6 :

Le fait de causer, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, la mort d'autrui constitue un homicide involontaire puni de trois ans d'emprisonnement et de 45000€ d'amende.

En cas de violation manifestement délibérée, d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75000€ d'amende.

Article 222-19 :

Le fait de causer à autrui,, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, une incapacité totale de travail pendant plus de trois mois est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30000€ d'amende.

En cas de manifestation délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par le loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45000€ d'amende.

Le maire ne peut être condamné pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et de ses moyens dont il dispose ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie (article L.2123-34 du code général des collectivités territoriales).

Article L.2123-34 :

Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

En matière d'activités de police générale, dont relève la prévention des risques naturels, c'est la responsabilité pénale du maire, personne physique, qui est mise en jeu et non celle de la commune, personne morale.

5. Annexes cartographiques et documentaires

- Cartographie des puits de mines
- Plaquette retrait-gonflement

SÉCHERESSE ET CONSTRUCTION SUR SOL ARGILEUX :

réduire les dommages

Les désordres aux constructions consécutifs à la sécheresse touchent plus de 75 départements. Ils présentent un coût élevé pour la collectivité et gênent de très nombreux habitants. Cependant l'ampleur de cette sinistralité et des indemnités peut être largement limitée par le respect des règles de construction et par la prise en compte des conditions géologiques locales.

En effet, le coût d'adaptation au sol, garant de la pérennité de la maison, est sans rapport avec les frais et les désagréments des désordres potentiels. C'est pourquoi agir pour la prévention est l'intérêt de tous.

Vous êtes constructeur : votre responsabilité peut être engagée. Même si la sécheresse était imprévisible, vous devez justifier d'avoir pris toutes les mesures utiles pour empêcher les dommages. La jurisprudence précise qu'un évènement relevant de la catégorie des catastrophes naturelles, au sens de la loi du 13/07/1982, ne constitue pas nécessairement pour autant un cas de force majeure exonératoire de la responsabilité des constructeurs.

En effet, les deux conditions posées par l'article L 125-1 du code des assurances sont " que la cause déterminante des dommages soit l'intensité anormale d'un agent naturel et que les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'aient pu empêcher leur survenance " (Cour de Cassation, CIV 1^{ère} chambre 09/06/1998 et 07/07/1998, 3^{ème} CIV 27/06/2001).

Ensemble: mobilisés pour réduire les futurs dommages dûs au retrait-gonflement. Cette brochure présente des recommandations préventives pour réaliser des bâtiments neufs sur sol argileux. En les mettant en œuvre, vous limitez le risque de désordres. De plus, lorsque la commune sur laquelle vous construisez est dotée d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement, ces recommandations sont réglementaires et connues du grand public.

Les techniques de réparation des constructions endommagées par la sécheresse ne sont pas abordées ici.



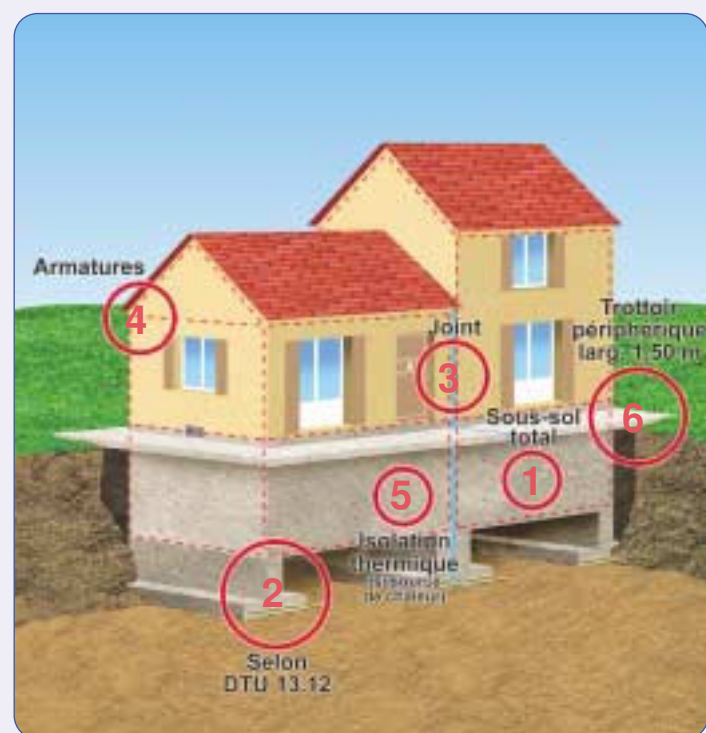
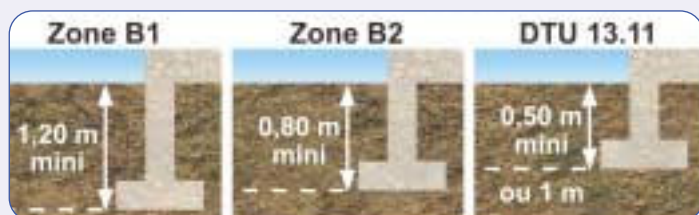
Dispositions préventives : 2 cas

❶ Pour réaliser des maisons individuelles - hors permis groupé - en zones classées sensibles, le Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement prévoit la construction selon les missions géotechniques ou à défaut, le respect de dispositions constructives forfaitaires.

❷ Pour tous les autres projets de construction - hors bâtiments annexes non accolés et bâtiments à usage agricole - les missions géotechniques sont obligatoires afin d'adapter la réalisation en fonction des caractéristiques du sol.

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES FORFAITAIRES

Le PPR distingue deux zones réglementaires caractérisées par des niveaux d'aléa croissants. Dans ces zones, pour les maisons individuelles, les dispositions constructives forfaitaires se distinguent par les profondeurs minimales de fondation préconisées en l'absence d'étude de sol : 1,20 m minimum en zone B1 (aléa fort) et 0,80 m minimum en zone B2 (aléa moyen à faible) - sauf rencontre de sols durs non argileux. Les conditions de dépassement sont relatives à l'exposition à un risque exceptionnel ou à l'examen du fond de fouille.



Avec ces profondeurs de fondations, il convient dans les deux zones de respecter les règles suivantes :

▪ Certaines dispositions sont interdites, telles que : exécuter un sous-sol partiel sous une même partie de bâtiment. ❶ Sous un sous-sol total, le sol d'assise est le même, ce qui limite le risque de tassement différentiel.



▪ Certaines dispositions sont prescrites, telles que :

- sur terrain en pente, descendre les fondations plus profondément à l'aval qu'à l'amont, afin de garantir l'homogénéité de l'ancrage ; ❷



- réaliser des fondations sur semelles continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations du DTU 13.12 (Fondations superficielles) ;

- désolidariser les parties de construction fondées différemment au moyen d'un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ; ❸

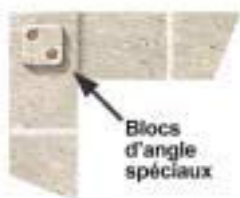


DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ADAPTÉES SELON LES MISSIONS GÉOTECHNIQUES

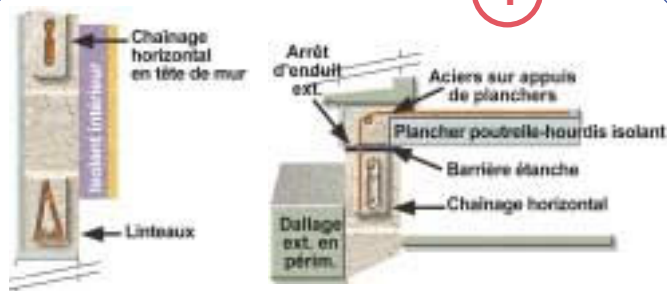
Le PPR préconise la réalisation de la maison individuelle à partir des missions G0 (sondages, essais et mesures) + G12 (exemples de prédimensionnement des fondations), définies dans la norme NF P 94-500.

ou

- mettre en œuvre des chaînages horizontaux et verticaux des murs porteurs liaisons selon les préconisations du DTU 20.1 ^④ - en particulier au niveau de chaque plancher ainsi qu'au couronnement des murs ; la continuité et le recouvrement des armatures de chaînage concourants en un même nœud permettent de prévenir la rotation de plancher. Ainsi, la structure résistera mieux aux mouvements différentiels ;



④



- adapter le dallage sur terre plein, à défaut de la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total. La présence d'une couche de forme en matériaux sélectionnés et compactés est nécessaire pour assurer la transition mécanique entre le sol et le corps du dallage. Le dallage sur terre plein doit être réalisé en béton armé, selon les préconisations du DTU 13.3 ;
- prévoir un dispositif spécifique d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol ; ^⑤
- mettre en place un trottoir périphérique et/ou une géomembrane d'1.50 m de large pour limiter l'évaporation à proximité immédiate des murs de façade. ^⑥

DISPOSITIONS RELATIVES À LA VIABILITÉ ET À L'ENVIRONNEMENT

■ Certaines dispositions sont interdites, telles que :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste à une distance inférieure à la hauteur adulte H (1 H pour les arbres isolés et 1,5 H pour les haies) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ; [Ⓐ]
- le pompage dans une nappe superficielle à moins de 10 m de la construction ; [Ⓑ]

■ Certaines dispositions sont prescrites, telles que :

- les rejets d'eaux usées en réseau collectif ou à défaut, un assainissement autonome conforme aux dispositions de la norme XP P 16-603, référence DTU 64.1. Les rejets d'eaux pluviales doivent se faire à distance suffisante de la construction ; [Ⓒ]
- l'étanchéité des canalisations d'évacuation et la mise en œuvre de joints souples aux raccordements ; [Ⓓ]
- le captage des écoulements superficiels – avec une distance minimum de 2 m à respecter entre la construction et la présence éventuelle d'un drain, mis en place selon le DTU 20.1 ; [Ⓔ]
- sur une parcelle très boisée, le respect d'un délai minimal d'un an entre l'arrachage des arbres ou arbustes et le début des travaux de construction.



SINISTRALITÉ ET OUTILS DE PRÉVENTION

Phénomène naturel

Les variations de teneur en eau dans le sol induisent des variations de volume, à l'origine des tassements différentiels.

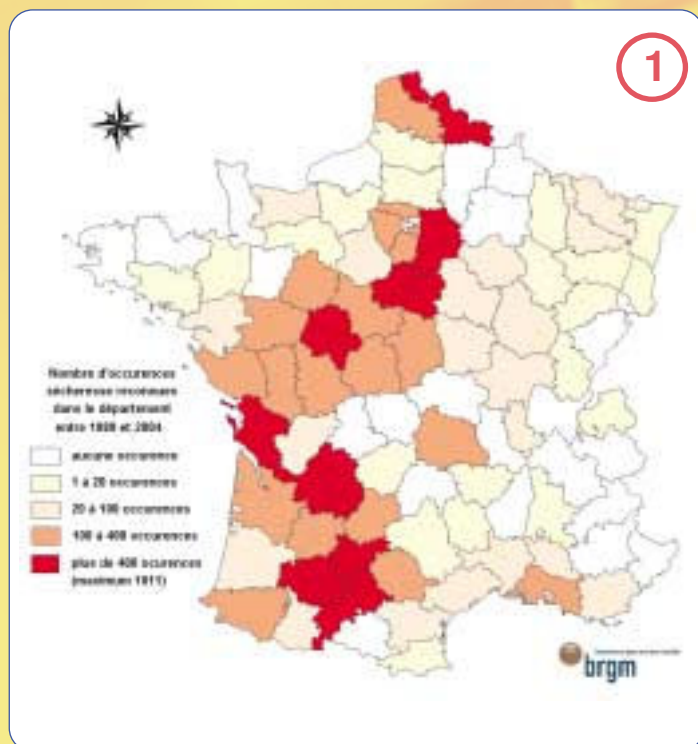
Dispositions constructives vulnérables

L'exemple type de la construction sinistrée par la sécheresse est une maison individuelle, avec sous-sol partiel ou à simple rez-de-chaussée et avec dallage sur terre plein, fondée sur semelles continues, peu ou non armées, pas assez profondes (moins de 80 cm voire moins de 40 cm) et reposant sur un sol argileux, avec une structure en maçonnerie, sans chaînage horizontal. Ce type de structure ne peut pas accepter sans dommages de mouvements différentiels supérieurs à 2 mm/m.

Sinistralité : combien et où?

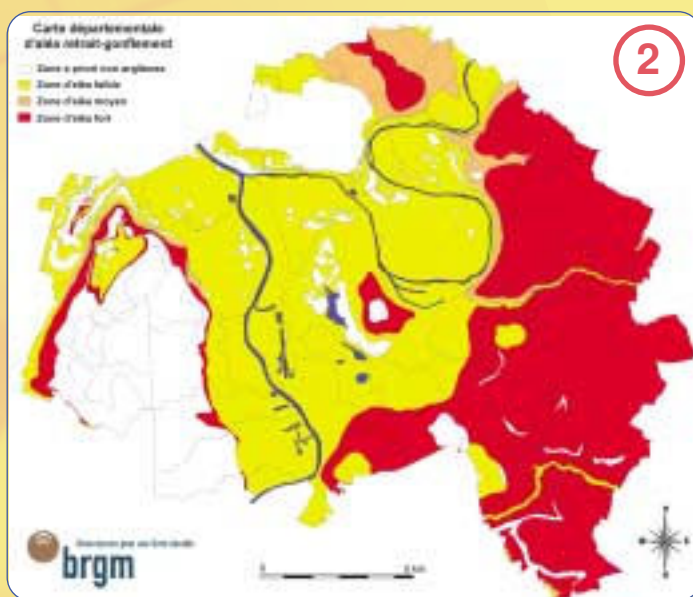
- Principales périodes de sécheresse : 1989/92 et 1996/97 - 5 000 communes dans 75 départements ; 2003 - 7 000 communes demandent leur classement en état de catastrophe naturelle. ①
- Coût global : 3.3 milliards d'euros de 1989 à 2002 hors coûts pris en charge par l'assurance construction.
- Coût moyen d'un sinistre : 10 000 €.

La sécheresse répétée, identifiée depuis 1976, a eu d'importantes répercussions sur le comportement de certains sols argileux et par voie de conséquence, de nombreuses constructions fondées sur ces terrains ont subi des dommages plus ou moins graves. C'est un phénomène peu spectaculaire, qui ne met pas en danger de vie humaine mais qui a touché 300 000 maisons entre 1989 et 2002.



Qu'est-ce qu'une carte départementale d'aléa? ②

Un programme de cartographie de l'aléa retrait-gonflement est en cours sur une quarantaine de départements, les plus touchés par le phénomène. Établies par le BRGM, à la demande du ministère de l'Écologie et du développement durable et des préfetures, ces cartes départementales d'aléa, accessibles sur Internet (<http://www.argiles.fr>) au fur et à mesure de leur parution, visent à délimiter les zones qui sont susceptibles de contenir, dans le proche sous-sol, des argiles gonflantes et qui peuvent donc être affectées par des tassements différentiels par retrait, en période de sécheresse.



Plans de Prévention des Risques (PPR): quelles contraintes?

À partir des cartes d'aléa, les PPR retrait-gonflement des argiles ont pour objectif de faciliter la prise en compte du risque au stade de la conception des projets de construction dans les communes les plus affectées par le phénomène. Comme indiqué en pages centrales, ils contiennent : des prescriptions constructives simples, des exigences réglementaires peu contraignantes et n'entraînent pas d'inconstructibilité ; des recommandations pour une gestion de l'environnement proche de la maison afin de limiter les mouvements différentiels dus aux variations hydriques.

Pour en savoir plus

- ▶ *Qualité Construction*, n° 87 nov./déc. 2004, éd. AQC.
- ▶ *Sinistres liés à la sécheresse*, éd. CEBTP, 2001.
- ▶ *La construction économique sur sols gonflants*, P. Mouroux, P. Margron et J-C. Pinte, *Manuels et Méthodes* n° 14, éd. BRGM, 1988.
- ▶ *Guide de la Prévention Sécheresse et Construction* ministère de l'Écologie et du développement durable, éd. La documentation française, 1993.

Sites Internet

- ▶ <http://www.qualiteconstruction.com>
- ▶ <http://www.prim.net>
- ▶ <http://www.brgm.fr>
- ▶ <http://www.argiles.fr>
- ▶ <http://www.mrn-gpsa.org>



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Délégation territoriale
du Douaisis et du Cambrésis

Cellule « Planification,
Aménagement, Prospective,
Environnement,
Risques et Eau

Douai, le **11 AVR. 2011**

Note à :

à

DDTM59 – SUCT/Pôle Porter à Connaissance

Nos réf. : CS 62 Fressain constitution porter
connaissance et association.odl
Vos réf. : Votre transmission du 24 mars 2011
Affaire suivie par : Marie-Laurence LETE3RME
marie-laurence.leterme@nord.gouv.fr
Tél. : 03-27-93-56-82 – Fax : 03-27-97-05-87

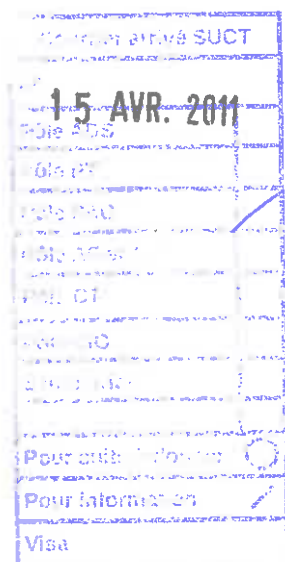
Objet : FRESSAIN – Révision du POS – Constitution du Porter à Connaissance et association.

Par note du 24 mars 2011, vous m'invitez à vous communiquer les éléments en ma possession devant être portés à la connaissance de la collectivité.

Aucun élément nouveau n'est à apporter en complément des servitudes connues sur la commune, en dehors des éléments de trame verte et bleue à intégrer.

Le Chef de la Délégation Territoriale,

Patrick PLANCHON



PUITS DE MINES




*
 Arrondissement de Douai
 Commune de
FRESSAIN

**

Planche 1/1

*
 Echelle : 1/ 5000
 *

LEGENDE

-  Zone de Protection
-  Zone d'intervention
-  Puits de Mines
- 552** N° du puits de mines

Système Français Méridien de Paris (V 7,8)
 Lambert 1 Nord - Paris
 Copyright : Direction Générale des Impôts
 Cadastre 59 ; mise à jour : 21/11/2006
 Source : BRGM - DPSM - UTAM
 Données transmises par la DRIRE Nord Pas-de-Calais le 28 mars 2007

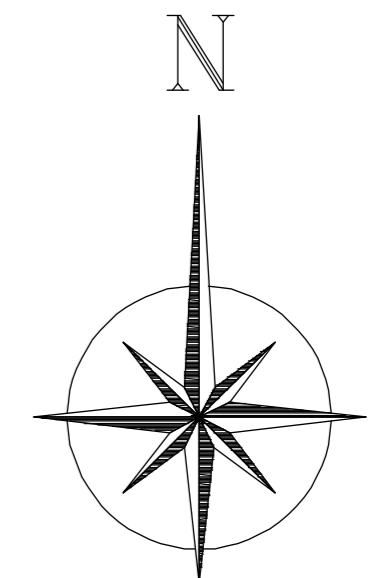
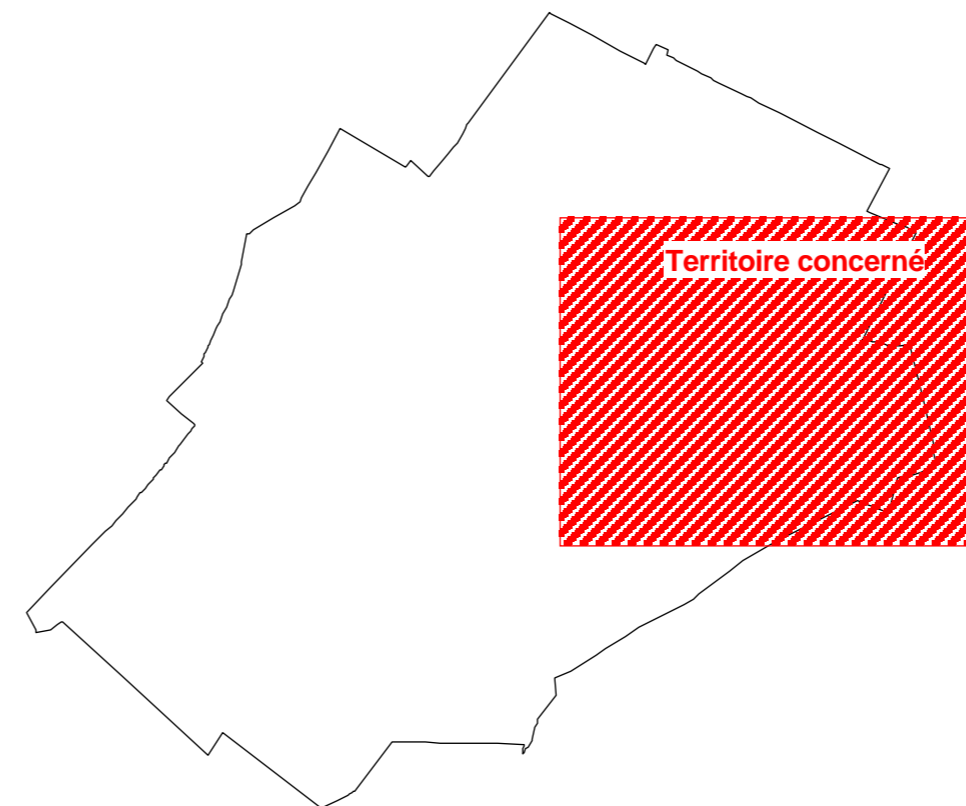
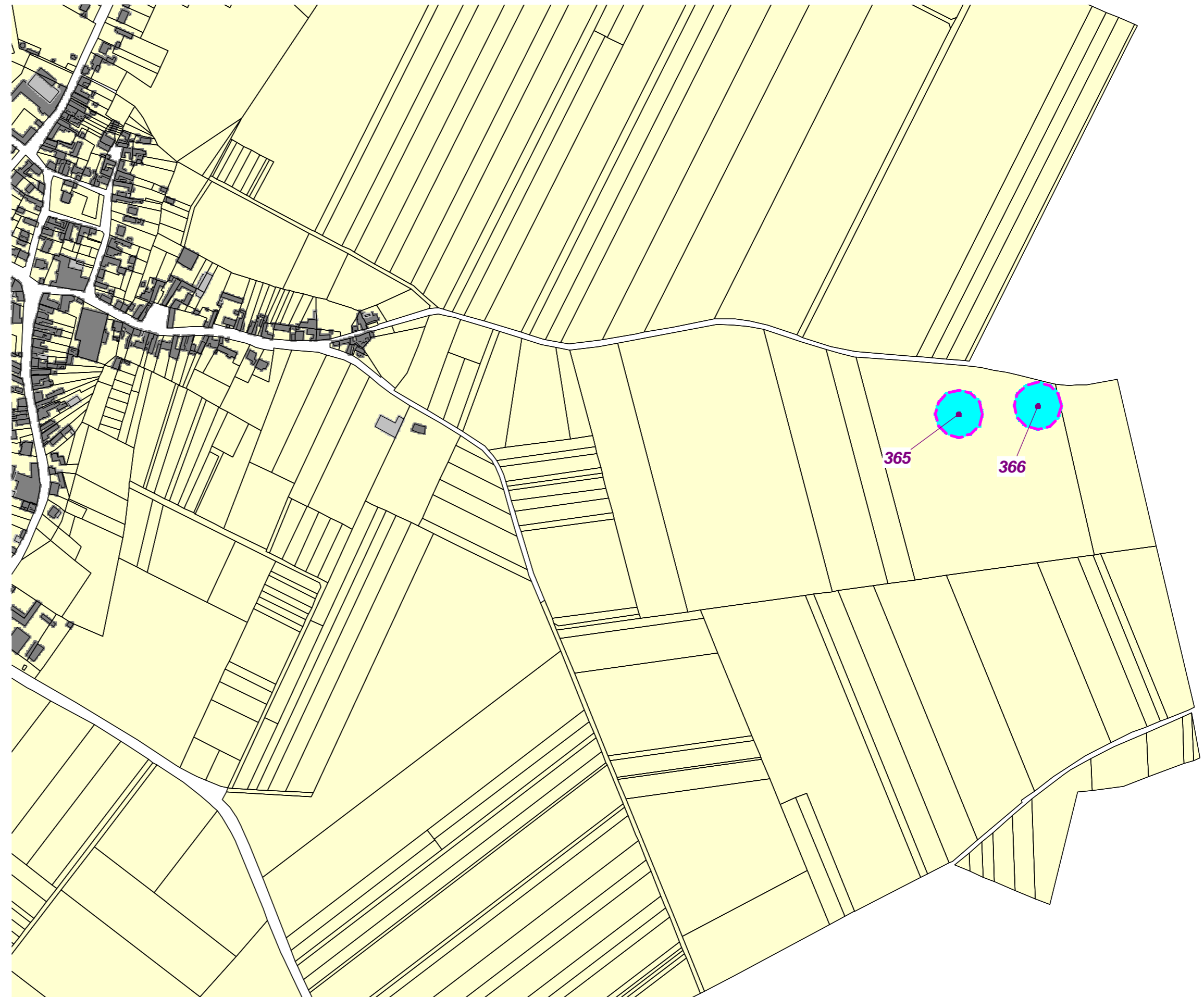
Carte réalisée le : 01/10/2007

Validée le :

Par :

NOM de la D.D.E.
 SDRE - SIG - Intégration des connaissances, risques, et environnement
 14, Rue de l'Europe
 BP 209 - 59615 LILLE CEDEX
 Tél : 03 20 60 34 34
 Fax : 03 20 60 31 34
 Mail : DDE-09@equipement.gouv.fr

CHEMIN : C:\travail\SIG Environnement\SIG RISQUES\Bassins de Risques Identifiés\Risques Naturels\Puits\document_du_29_03_07\arrondissement de Douai\
 NOM DU FICHIER : FRESSAIN_Puits_de_Mines.WOR



commune	Numero_puits	en mètre axés sur le centre du puits	
		zone_intervention	zone_protection
FRESSAIN	365	30	30
FRESSAIN	366	30	30

**Direction Régionale des Douanes
et Droits Indirects de Lille**

BORDEREAU D'ENVOI

secrétariat DR 03 28 36 35 50

Lille, le 4 avril 2011

n° 040

<i>Désignation des pièces</i>	<i>nombre</i>	<i>Observations</i>
Révision du POS - P L U de FRESSAIN	1	

<p>Accusé de réception (s'il y a lieu) Documents reçus</p> <p>A....., le.....</p> <p>Le..... (Signature)</p>
--

Destinataire : SUCT / PAC 62 Bld de Belfort 59000 LILLE

▲

**MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT**

Le 8 AVR. 2011	
ADS	
Planification Territoriale	
PAC	
AF et APR	
Connaiss. des territoires	
SIG	
Secrétariat	

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

(destinataires in fine)

Service urbanisme
et connaissance des territoires

Lille, le **24 MARS 2011**

Cellule Porter à Connaissance

Affaire suivie par : Marie-Agnès Lemoine
marie-agnes.lemoine@nord.gouv.fr
Tél. : 03 20 40 53 85 – Fax : 03 20 40 54 86
ddtm.suct@nord.gouv.fr

Objet : FRESSAIN – Révision du POS – Constitution du Porter à Connaissance et association
P. J. : 1

Par délibération du 2 Février 2011, le conseil municipal de la commune de Fressain a décidé de mettre son POS en révision.

La DDTM, constituée pour l'essentiel du regroupement de la DDE et de la DDAF dans le cadre de la Réforme Générale des Politiques Publiques, reste en charge, par délégation du préfet, de la réalisation du porter à connaissance de l'Etat (PAC).

L'association de l'Etat étant désormais facultative, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître, à l'aide de l'imprimé ci-joint, si vous souhaitez être associé à cette procédure.

En tant que porteur des politiques publiques connaissant divers enjeux intéressant ce territoire, ou en tant que gestionnaire de servitude(s) d'utilité publique (SUP), vous êtes invités à contribuer à la constitution de ce Porter A Connaissance :

En effet, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (articles L 121-2 et R 121-1 notamment), le préfet doit porter à la connaissance de la commune, en continu, les informations nécessaires à l'exercice de sa compétence en matière d'urbanisme, notamment les servitudes d'utilité publique, les études techniques en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement et en matière d'inventaire général du patrimoine culturel.

Il conviendrait de transmettre à la DDTM tous les éléments en votre possession devant être portés à la connaissance de la collectivité (prescriptions nationales ou particulières, servitudes d'utilité publique, projets d'intérêt général, mais également toutes les études en matière de prévention des risques ou de protection de l'environnement, d'habitat, de déplacements...).

→ soit par voie papier au Service Urbanisme et Connaissance des Territoires – 62, Boulevard de Belfort 59000 LILLE

→ soit par courriel à : DDTM.SUCT-59@nord.gouv.fr
avec les éventuelles pièces jointes sous format numérique (cartographie notamment).

Je vous invite à me communiquer ces éléments dans un délai maximum de 2 mois pour faciliter la mise en oeuvre de la démarche engagée par la commune.

Vous veillerez également à communiquer tout au long de la procédure toute nouvelle information qui justifierait une actualisation du PAC. Je vous rappelle que la non-fourniture de données de caractère réglementaire engage la responsabilité de l'Etat.

Pour le préfet et par délégation,
Le Chef du Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires



Pierre COPPIN

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Lille, le

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

**DIRECTION REGIONALE
DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS
DE LILLE**

Nom du service :

Secrétariat Général
5 rue de Courtrai - B.P. 683
59033 LILLE Cedex
Tél. : 03 28 36 36 36
Fax : 03 28 36 36 78

Nom de la personne référente et coordonnées:

Pour le directeur régional
Le receveur principal
Secrétaire général

J-L. Délecluse

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~OUI~~

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Service Connaissance

Affaire suivie par :

Christian Delétréz et
Marie-Laure Fiegel *mlf*

Tél : 03 59 57 83 32 et
94

Fax : 03 20 31 28 02

Christian.DELETREZ@developpement-durable.gouv.fr
Marie-Laure.FIEGEL@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Révision du POS de la commune FRESSAIN

Réf : PAC2011.018.DOC

Vos réf. : Délibération du 2 février 2011

PJ : 4 et formulaire d'association

M. le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
du Nord
Service Urbanisme et Connaissance
des Territoires
Cellule Porter à Connaissance
62 Boulevard de Belfort – BP 289
59019 LILLE Cedex

A l'attention de : Mme LEMOINE

Lille, le 22 juin 2011

En réponse à votre courrier cité en référence, je vous prie de trouver ci-jointes les fiches :

- De synthèse de notre Unité Territoriale de Valenciennes ;
- De « gestion de l'urbanisation au voisinage des canalisations » ;
- Des puits de mine matérialisés en surface ;
- Ainsi que la liste des documents consultables au service Documentation de la DREAL Nord-Pas de Calais (Bvd de la Liberté à Lille).

D'autre part, je vous informe que le projet n'est concerné par aucune Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, aucune Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux, aucune protection au titre des lois de 1930 (sites classés et inscrits) ou 1976 (réserves naturelles, arrêté de protection de biotope), aucun site Natura 2000 sur la commune même ou celles limitrophes.

En conséquence, la DREAL ne souhaite pas être associée à l'étude du document d'urbanisme.

L'ensemble des données de la DREAL sont disponibles, régulièrement mises à jour et téléchargeables (données SIG, formats numériques) sur Internet à l'adresse suivante : www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/ :

- Voir notamment le portail de cartographie dynamique CARMEN (ensemble des données SIG visualisables et téléchargeables) <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?Les-cartes-CARMEN>
- Et le portail de données communales (documents pdf associés aux inventaires et protections : fiches scientifiques des ZNIEFF, arrêtés préfectoraux, ministériels, ...) <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-Portail-des-donnees-communales->

Vous en souhaitant bonne réception, je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Pour le Directeur Régional,
Délégué de bassin

[Signature]
Chantal Adjriou
Chef du Service Connaissance

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le 22 juin 2011

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

ROS

Nom du service :	DREAL Service ECLAT Division Aménagement du Territoire
Nom de la personne référente et coordonnées:	Pascal SCOURNAUX

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~OUI~~

NON

Document à retourner, rapidement, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

SC./SIG
09 JUIN 2011
168

30 MAI 2011

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nord - Pas-de-Calais

Prouvy, le

UNITE TERRITORIALE DE VALENCIENNES - *fiche de*
Zone d'Activités de l'Aérodrome *synthèse*
BP 40137
59303 VALENCIENNES CEDEX
Horaires d'ouverture : 08h30-12h00 - 14h00-17h30

A

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Nord
Pas de Calais

Affaire suivie par Stéphanie LAMAND
Courriel : stephanie.lamand@developpement-durable.gouv.fr
Téléphone : 03.27.21.05.15
Télécopie : 03.27.21.00.54

Service : Connaissance et Evaluation
A l'attention de Marie-Laure FIEGEL

SL/DT
V4-201

BORDEREAU D'ENVOI

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
OBJET : Porter à connaissance pour la révision du PLU de la commune de FRESSAIN.	1	Veillez trouver, ci-joint, les éléments de réponse de l'Unité Territoriale de Valenciennes au courrier cité en objet.

Vu et Transmis,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Valenciennes,

Daniel HELLEBOID



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nord – Pas-de-Calais*

UNITE TERRITORIALE DE VALENCIENNES
Zone d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES CEDEX
Horaires d'ouverture : 08h30-12h00 - 14h00-17h30

**INFORMATIONS CONCERNANT
LA REVISION DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE FRESSAIN**

OBJET : Porter à connaissance pour la révision du PLU de FRESSAIN.

REFER : Lettre en date du 24 mars 2011 de la Direction Départementale des territoires et de la Mer –
Pôle Connaissance des Territoires.

CADRE REGLEMENTAIRE :

Sous l'autorité du Préfet, le service de l'Etat en chargé de l'urbanisme dans le département assure la collecte des informations et la conservation des documents nécessaires à l'application des dispositions de l'article L121-2 et à l'association de l'Etat à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme.

REPOSE:

Les informations relevant de la compétence de l'Unité Territoriale de Valenciennes à la date du 27 mai 2011 sont détaillées ci-après.

Installations classées pour la protection de l'environnement :

Il existe une installation classée soumise à autorisation en activité sur la commune de FRESSAIN.
Il s'agit de l'établissement GAEC De La Fressinoise, relevant de la compétence de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Nord.

De manière générale, pour les installations classées (ICPE), par mesure de prévention, il n'apparaît pas souhaitable de faire voisiner des activités industrielles et des zones d'habitat (l'inspection constate en effet de nombreux cas de plaintes suite à l'implantation de zone d'habitat à proximité immédiate d'entreprises). Il est donc demandé de limiter l'urbanisation à proximité des activités industrielles futures. Si tel n'était pas le cas il conviendrait pour le moins de prendre des mesures compensatoires permettant de limiter les éventuelles nuisances liées au trafic, au bruit, aux odeurs, ... et d'étudier attentivement le type d'entreprises susceptibles d'être accueillies.

En particulier, pour les zones d'activités industrielles susceptibles d'accueillir des installations classées, il est recommandé de prévoir une zone non aedificandi pour prévenir toute gêne éventuelle du voisinage.

A noter également que les nouvelles installations classées sont tenues de fournir les éléments d'appréciation permettant de connaître les risques technologiques issus de leurs installations suivant notamment la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées ». A l'issue de la procédure I.C.P.E. précitée, le porter à connaissance comportera des recommandations reprises au point II b de ladite circulaire ; ceci étant subordonné à la prise en compte de ces recommandations dans le Plan Local d'Urbanisme concerné ou à défaut d'un engagement de la collectivité en charge du Plan Local d'Urbanisme d'intégrer ces recommandations.

Pour les installations classées soumises à déclaration, il convient de consulter la Direction des Politiques Publiques – Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement – 12/14 rue Jean Sans Peur 59000 LILLE – Tél. 03.20.30.59.59.

Sites et sols pollués d'origine industrielle :

Aucun site pollué ou susceptible de l'être n'est recensé par la DREAL sur le territoire de la commune de FRESSAIN (source : <http://basol.ecologie.gouv.fr/>).

Les autres sites ayant été occupés par des activités de type industriel peuvent être identifiés sur le site internet : <http://basias.brgm.fr>

Dans tous les cas et quelque soit le résultat des recherches d'identification de sites éventuels précités, il convient impérativement de prévoir de demander aux maîtres d'ouvrage de s'assurer de la compatibilité de leurs projets avec l'état des sols.

La nouvelle démarche de gestion des sites et sols pollués mise en place par le Ministère en charge de l'écologie à travers ses circulaires du 08/02/2007 précise que l'exploitant d'un site pollué est le premier responsable de la remise en état pour un usage a minima industriel conformément au code de l'environnement. Si le site dépollué est repris par un aménageur, ce dernier doit entreprendre les diagnostics et actions nécessaires pour le rendre compatible avec le nouvel usage dans le respect des outils mis en place par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement : site « <http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr.>».

Pour conforter ses choix et ses décisions, le maître d'ouvrage pourra également, sur sa propre initiative, faire réaliser (par un tiers expert compétent) une analyse critique des études réalisées par le bureau d'étude qu'il aura mandaté pour l'assister.

Il apparaît souhaitable de lister ces sites et sols pollués dans le document de présentation générale du P.L.U. Les friches industrielles sur lesquelles une activité soumise à autorisation a été exercée ont pour certaines fait l'objet d'études de sols sur la base d'un usage futur non sensible (activité industrielle). Un éventuel changement d'usage nécessite au préalable la réalisation d'une étude de sols complémentaire.

COMMUNE DE FRESSAIN

Contraintes d'urbanisation :

Dans la zone des effets irréversibles, les maires déterminent sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R 123 - 11b du code de l'urbanisme. Notamment, il paraît pertinent de préférer le développement des activités (dont l'urbanisation) à l'extérieur de cette zone.

Dans cette zone, le transporteur sera informé des projets le plus en amont possible, afin qu'il puisse gérer un éventuel changement de la catégorie d'emplacement de la canalisation en mettant en oeuvre les dispositions compensatoires nécessaires, le cas échéant.

Dans la zone des premiers effets létaux, la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public de la 1ère à la 3ème catégorie est proscrite. De même, dans la zone des effets létaux significatifs, la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes, est proscrite.

Canalisations concernées par la commune :

Les distances génériques indiquées pour ces canalisations sont susceptibles d'être modifiées par l'étude de sécurité, en particulier s'il existe des obstacles significatifs au déplacement des personnes exposées ou si le projet de construction est susceptible de recevoir des personnes à mobilité réduite.

Transporteur	Nature	Nom usuel de la canalisation	DN ⁽¹⁾ mm	PMS ⁽²⁾ bar	Cat	Longueur m	Année	(3)	ELS ⁽⁴⁾ m	PEL ⁽⁵⁾ m	IRE ⁽⁶⁾ m
GRTgaz	Gaz Naturel	ARTOIS 1	600	67.7	A	2 842.80	1968	Traverse	180	245	305
GRTgaz	Gaz Naturel		600	67.7	B	54.56	1968	Traverse	180	245	305
GRTgaz	Gaz Naturel	ARTOIS 2	600	67.7	A	2 798.65	1983	Traverse	180	245	305
GRTgaz	Gaz Naturel		600	67.7	B	95.94	1983	Traverse	180	245	305
GRTgaz	Gaz Naturel	ARTOIS 2	600	67.7	/	/	1983	Impacte	180	245	305
GRTgaz	Gaz Naturel	ARTOIS 1	600	67.7	/	/	1968	Impacte	180	245	305
GRTgaz	Gaz Naturel	ARTOIS 2	600	67.7	/	/	1983	Impacte	180	245	305
GRTgaz	Gaz Naturel	ARTOIS 1	600	67.7	/	/	1968	Impacte	180	245	305
TRAPIL	Hydrocarbures liquides	CAMBRAI-ANVERS	250	73,5				Traverse	113	144	184
TRAPIL	Hydrocarbures liquides	CAMBRAI-DUNKERQUE	200	82,7				Traverse	113	144	184

(1) Diamètre nominal de la canalisation en mm

(2) Pression maximale en service en bar

(3) La commune est traversée par la canalisation ou juste impactée par ses distances d'effets

(4) Distance d'effets létaux significatifs (en m) de part et d'autre de la canalisation (Zone des dangers très graves pour la vie humaine)

(5) Distance des premiers effets létaux (en m) de part et d'autre de la canalisation (Zone des dangers graves pour la vie humaine)

(6) Distance des effets irréversibles (en m) de part et d'autre de la canalisation (Zone des dangers significatifs pour la vie humaine)

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement

SERVICE RISQUES
Division Risques Naturels, Hydrauliques et Miniers
941 Rue Charles Bourseul
BP 20750
59507 DOUAI CEDEX

Affaire suivie par : Roger DHENAIN

Tél. : 03 27 71 22 20

Fax : 03 27 88 30 36

roger.dhenain @developpement-durable.gouv.fr

A

Monsieur Christian DELETREZ
DREAL Nord-Pas-de-Calais
Service Connaissance et Evaluation
Division Systèmes d'Informations Géographiques

Douai, le

OBJET : FRESSAIN – Révision du POS – Constitution du Porter à Connaissance et association

N/REF. : RNHM/Cellule RNM/RDh/da

REF. : votre transmission du 11 mai 2011

La commune de Fressain est concernée par la présence de puits de mine.

Référence cadastrale	Puits matérialisé	Fosse	Puits	Coordonnées Lambert		Zone d'intervention (rayon) m	Zone complémentaire (largeur) m	Zone totale (rayon) m
				X	Y			
ZD 72		Fressain	1	662380	287700	30	0	30
ZD 72		Fressain	2	662480	287710	30	0	30

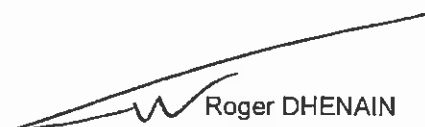
A faire inclure dans la réglementation du PLU :

« La zone d'intervention est un cercle de rayon égal à 30 m autour des puits non matérialisés. Je donne un avis défavorable à toute nouvelle construction ou tout ouvrage dans cette zone qui doit rester accessible depuis la voie publique la plus proche afin de rendre possible la surveillance et éventuellement des interventions pour complément de remblai.

La zone complémentaire est constructible moyennant certaines précautions (chaînage, joint de rupture, joint de glissement, dalle armée...).

Il appartient au maître d'ouvrage, à son architecte, ou au maître d'œuvre, de positionner les puits, les zones non aedificandi et les constructions ou ouvrages envisagés sur une carte originale comportant les coordonnées Lambert en vue d'en vérifier leurs positions respectives. »

P/Le Directeur et par délégation,
P/L'Ingénieur des Mines
Chef du Service Risques,
L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,



Roger DHENAIN

**Documents consultables au Centre de ressources documentaires
de la DREAL Nord-Pas-de-Calais
sur la commune de Fressain
Le 6 juin 2011**

Contact : Michèle Berrier
107 Boulevard de la Liberté - Lille
Tél 03 59 57 83 40
michele.berrier@developpement-durable.gouv.fr

la base documentaire est consultable sur le portail national du SIDE
<http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>

Consultations sur rendez-vous

DREAL Nord-Pas-de-Calais : 14.1-117 [NORD-PAS-DE-CALAIS] / DREAL Nord-Pas-de-Calais : 14.1-117 [NORD-PAS-DE-CALAIS]

SCOT du Grand Douaisis, vol 1 : Synthèse de l'état initial de l'environnement, vol 2 : Atlas cartographique du diagnostic général, diagnostic, politiques, enjeux
Syndicat Mixte du SCOT du Douaisis. Douai , 2005, 58 p., 46p., Papier

SCOT / DEMOGRAPHIE / CARTOGRAPHIE / ECONOMIE / INDUSTRIE / COMMERCE / PAYSAGE / AGRICULTURE / LOGEMENT / TOURISME / LOISIR / OCCUPATION DU SOL / RESEAU HYDROGRAPHIQUE / EQUIPEMENT COLLECTIF / INFRASTRUCTURE / TRANSPORT

DOUAI / NOMAIN / AUCHY-LEZ-ORCHIES / ORCHIES / LANDAS / SAMEON / FAUMONT / COUTICHES / BOUVIGNIES / BEUVRY-LA-FORET / RAIMBEAUCOURT / FLINES-LEZ-RACHES / RACHES / MARCHIENNES / TILLOY-LEZ-MARCHIENNES / AUBY / ROOST-WARENDIN / FLERS-EN-ESCREBIEUX / ANHIERS / VRED / RIEULAY / WARLAING / WANDIGNIES-HAMAGE / LAUWIN-PLANQUE / DOUAI / WAZIERS / ANHIERS / LALLAING / PECQUENCOURT / RIEULAY / ESQUERCHIN / CUINCY / SIN-LE-NOBLE / MONTIGNY-EN-OSTREVENT / SOMAIN / FENAIN / ERRE / HORNAING / BRUILLE-LEZ-MARCHIENNES / ECAILLON / AUBERCHICOURT / ANICHE / EMERCHICOURT / MONCHECOURT / MARCQ-EN-OSTREVENT / FECHAIN / MASNY / LOFFRE / GUESNAIN / LEWARDE / ERCHIN / ROUCOURT / VILLERS-AU-TERTRE / BUGNICOURT / BRUNEMONT / AUBIGNY-AU-BAC / FRESSAIN / ARLEUX / CANTIN / HAMEL / LECLUSE / ESTREES / GOEULZIN / FERIN / COURCHELETTES / LAMBRES-LEZ-DOUAI
AIX-59 / DOUAISIS

Le diagnostic de territoire constitue le premier volet de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Douaisis sur lequel s'appuie les documents pivots que sont le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et le Document d'Orientations Générales qui fixe les prescriptions de l'aménagement du Douaisis pour les 10 à 15 prochaines années. L'atlas cartographique présente une approche visuelle des éléments marquants du territoire. Il reprend l'ensemble des thématiques traitées lors de la rédaction de l'état initial de l'environnement et du diagnostic général.

CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL HAUTE PRESSION

ARTERE D'ARTOIS II

DOUBLEMENT MARCQ-en-OSTREVENT

FRESNES-LES-MONTAUBAN

TUBE ACIER DN 600

DISTANCE ENTRE COMMUNES : 2884.08 m
du PK 1288.00 au PK 4172.08

Cabinet du Géomètre

Entreprise de pose

Feuille(s) Cadastre(s) délivré(s) le :

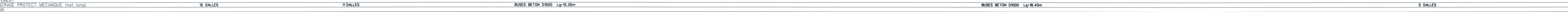
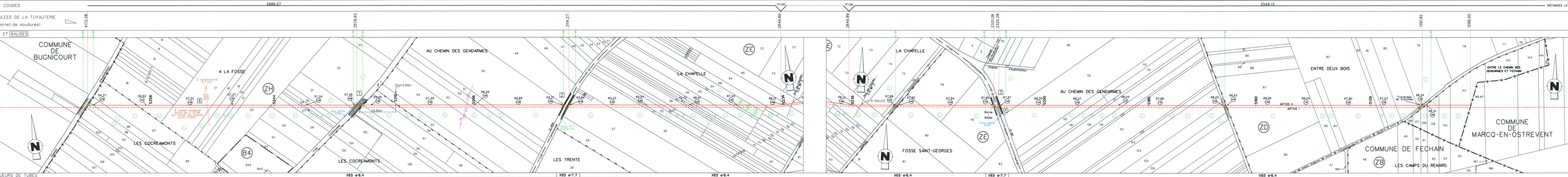
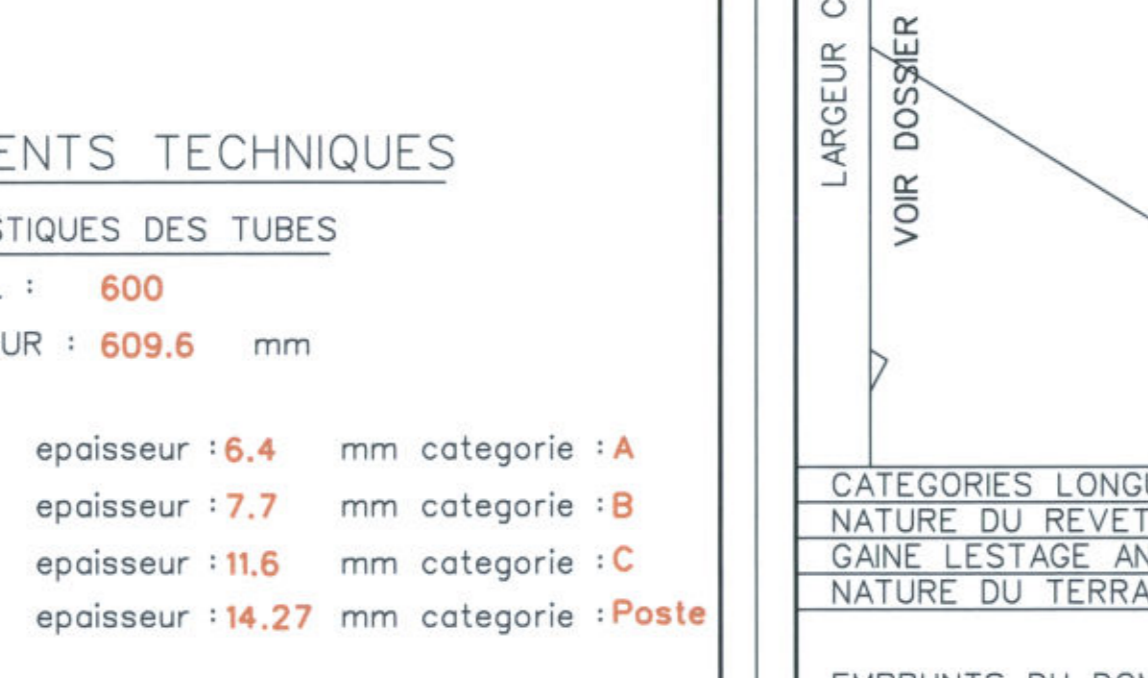
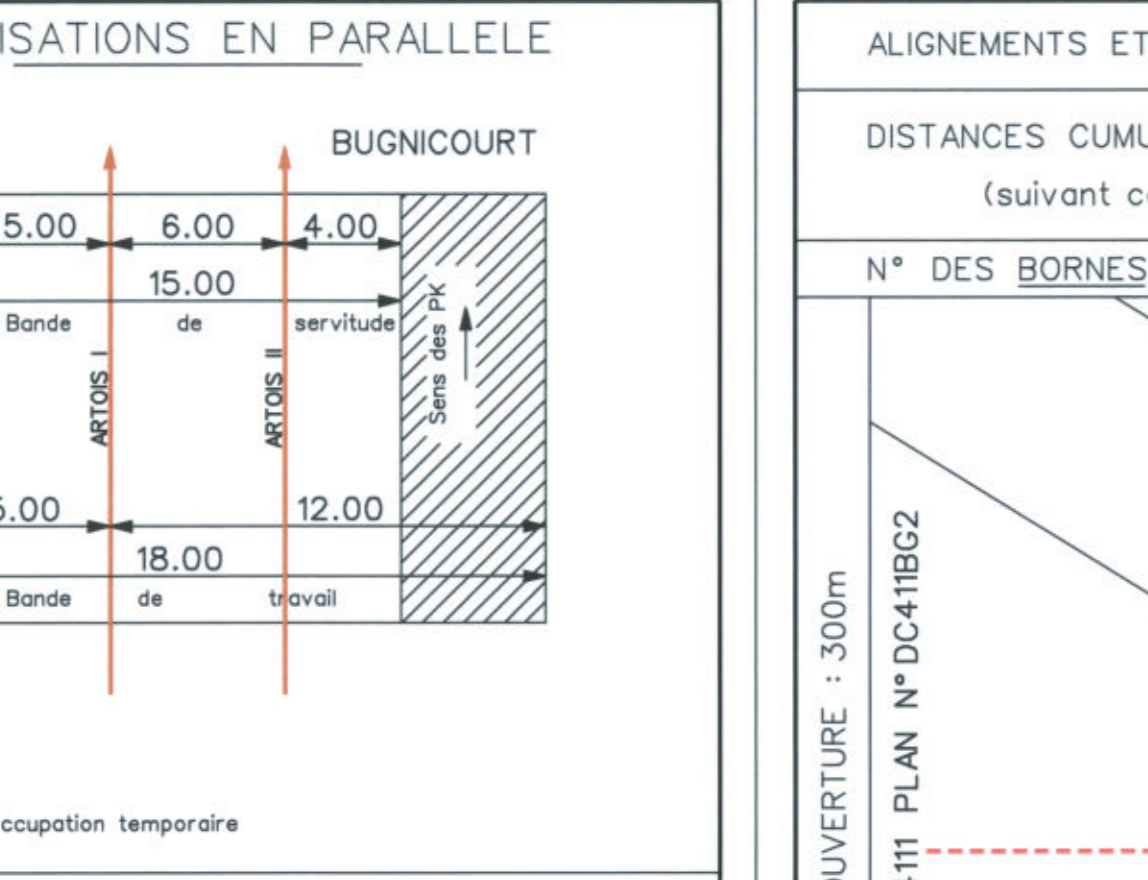
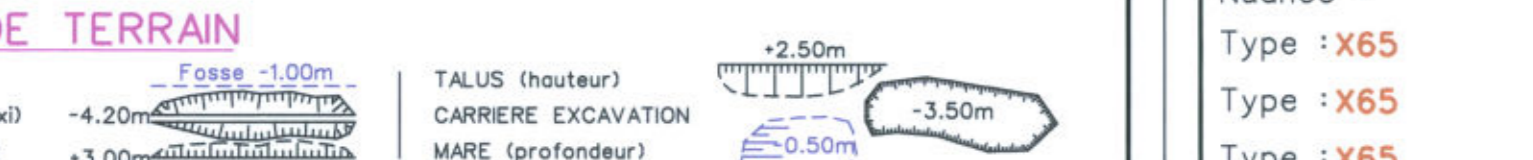
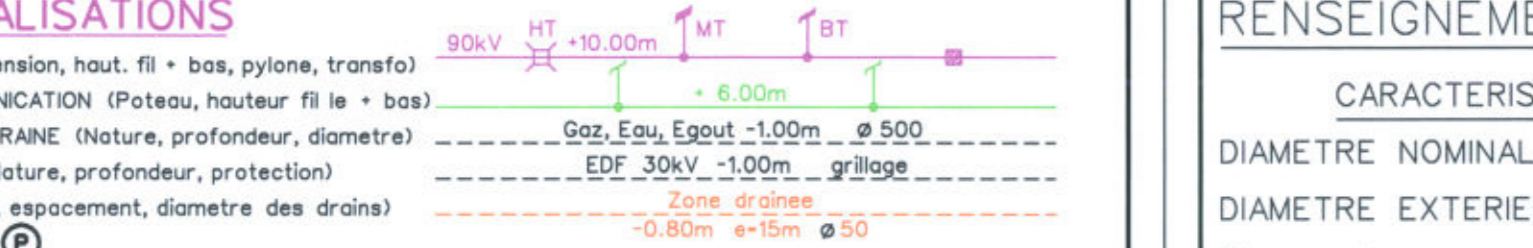
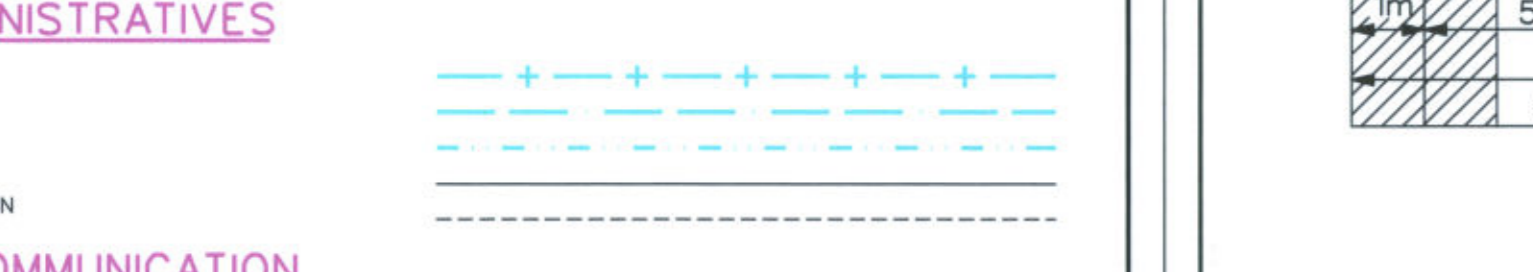
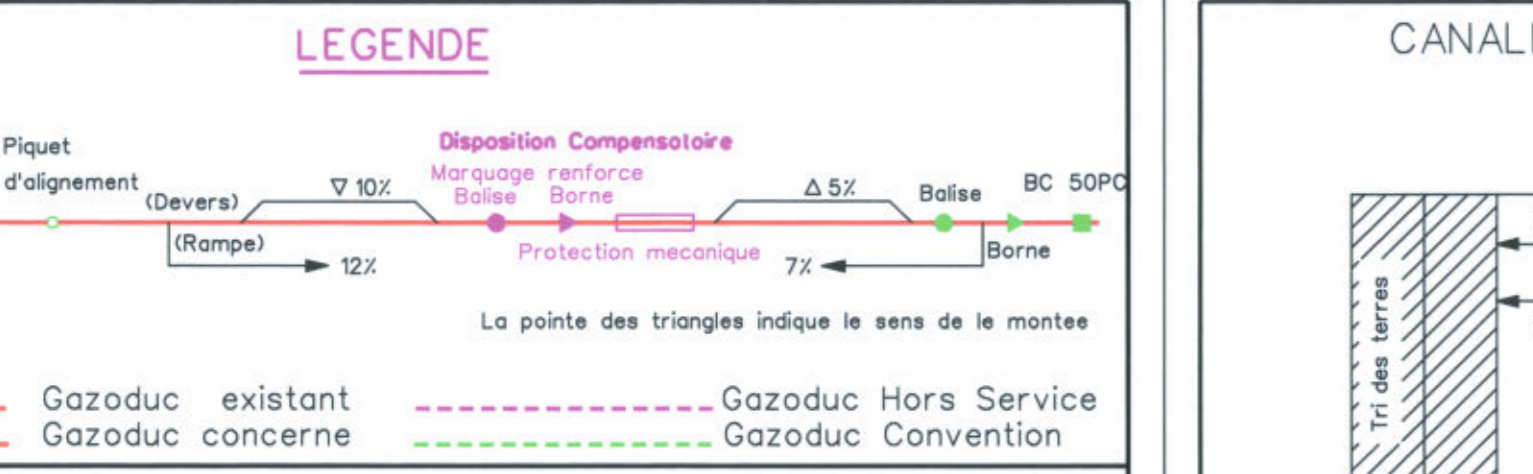
Commune de **FRESSAIN**

PLAN de ROULEMENT

1 / 2000ème

Plan N° **DC411FR2**

0



INDICE	MODIFICATIONS	DATE	DESSEIN	DATE	VERIFIE	DATE	APPROUVE
0		00.00.00	GDCS-XL				
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							
30							
31							
32							
33							
34							
35							
36							
37							
38							
39							
40							
41							
42							
43							
44							
45							
46							
47							
48							
49							
50							
51							
52							
53							
54							
55							
56							
57							
58							
59							
60							
61							
62							
63							
64							
65							
66							
67							
68							
69							
70							
71							
72							
73							
74							
75							
76							
77							
78							
79							
80							
81							
82							
83							
84							
85							
86							
87							
88							
89							
90							
91							
92							
93							
94							
95							
96							
97							
98							
99							
100							
101							
102							
103							
104							
105							
106							
107							
108							
109							
110							
111							
112							
113							
114							
115							
116							
117							
118							
119							
120							
121							
122							
123							
124							
125							
126							
127							
128							
129							
130							
131							
132							
133							
134							
135							
136							
137							
138							
139							
140							
141							
142							
143							
144							
145							
146							
147							
148							
149							
150							
151							
152							
153							
154							
155							
156							
157							
158							
159							
160							
161							
162							
163							
164							
165							
166							
167							
168							
169							
170							



REGION NORD EST
AGENCE D'EXPLOITATION DE LILLE-BETHUNE
Boulevard de la République - Zone Industrielle
62232 ANNEZIN
Téléphone 03 21 64 79 30 - Télécopie 03 21 64 79 49

Courrier arrivé SUCT	
Le 10 MAI 2011	
Pôle ADS	
Pôle A.P. - A.M.P.	
Pôle C.M.	<input checked="" type="checkbox"/>
Atelier Structures Terrains	
Secrétariat	
Porteur	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour information	<input checked="" type="checkbox"/>
Vica	

D.D.T.M. NORD
A l'attention de M^{me} LEMOINE
44 Rue de Tournai
B.P. - 289
59019 LILLE CEDEX

VOS RÉF.
NOS RÉF. PRI/NFA – DR2011046RMOO
INTERLOCUTEUR Patrick RISCHARD
OBJET POS - Révision
LIEU Commune de FRESSAIN

Annezin, le 05/05/2011

Madame,

Suite à votre Demande de Révision du Plan d'Occupation des Sols repris en objet, nous vous informons que GRTgaz - Région Nord Est - Agence d'Exploitation de Lille-Béthune exploite les canalisations de transport de gaz naturel haute pression dénommées :

- « ARTOIS 1 DN 600 » - CAT. A
- « ARTOIS 2 DN 600 » - CAT. A

Lors de l'étude de votre projet, vous devrez impérativement respecter les points suivants :

Nos ouvrages étant situés en emplacement de catégorie A, le nouvel arrêté du 4/08/2006 (portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles,...) :

Dans son article 7 reprend les prescriptions suivantes :

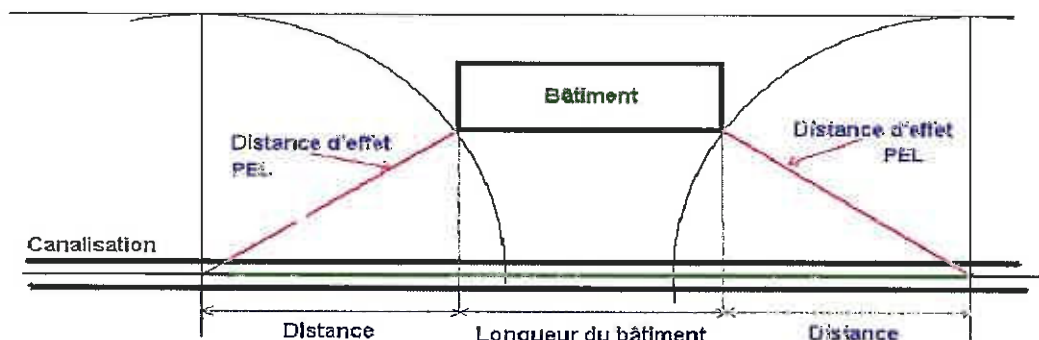
- dans un rayon de Xm (effets létaux significatifs), la densité d'occupation doit être inférieure à 8 personnes à l'hectare et l'occupation totale inférieure à 30 personnes (concerne aussi les E.R.P.) – voir tableau en annexe
- aucun logement ni local susceptible d'occupation humaine permanente ne peut être situé à moins de 10m de nos ouvrages

Dans son article 8 reprend les prescriptions suivantes :

- pour les canalisations nommées ci-dessus, la distance minimale autorisée est de Xm (premiers effets létaux), entre nos canalisations et les établissements recevant du public (E.R.P) de catégorie 1 à 3 – voir tableau en annexe
- pour les établissements de la 4^{ème} catégorie susceptibles de recevoir plus de 100 personnes, la distance minimale autorisée est de Xm (effets létaux significatifs), entre nos canalisations et l'E.R.P – voir tableau en annexe

Néanmoins, il existe une possibilité de disposition compensatoire :

- la mise en place d'une dalle de protection permet une distance d'éloignement des établissements réduite à 5m de nos canalisations
- la longueur des canalisations à protéger correspond à la longueur du bâtiment augmentée d'une distance de Xm de part et d'autre du bâtiment (premiers effets létaux) – voir tableau en annexe, comme l'indique le schéma ci-dessous :



Longueur à protéger = Distance + Longueur du bâtiment + distance

De plus, lors de vos travaux, vous devrez respecter les prescriptions suivantes :

☞ Nos canalisations sont protégées par une bande de servitude non aedificandi de X mètres de large (Xm à droite, Xm à gauche) - voir tableau en annexe

☞ Dans ces bandes de servitude, toute construction est interdite (sauf les murets de moins de 0,40m) ainsi que la plantation d'arbres de plus de 2,70m et/ou dont les racines descendent à plus de 0,60m. De plus, dans les bandes de servitude, le profil du terrain doit être respecté et il doit toujours rester une hauteur minimum de 1,00m au-dessus de la génératrice supérieure de nos canalisations.

☞ Pas de fondation dans la bande de servitude de chacune de nos canalisations (bord de fouille).

☞ En cas de croisement par un chemin d'accès lors des travaux de construction, une protection complémentaire devra être faite par une dalle béton dont les caractéristiques vous seront transmises par GRTgaz.

☞ Les clôtures devront faire l'objet d'un accord avec GRTgaz.

☞ Toutes les entreprises et les sous-traitants devront nous envoyer une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux, 10 jours francs avant le début des travaux, conformément à l'Arrêté Ministériel n° 91-1147 du 14/10/1991.

Vous trouverez en annexe toutes les recommandations techniques applicables pour les projets de travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile de nous demander et nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

P.J. :
Recommandations Techniques
Annexe + Plan
Récépissé DR

Copies : Secteur de Carvin – M RIFAUT

Olivier JEANNIN,
LE CHEF D'AGENCE EXPLOITATION DE LILLE-BETHUNE



ANNEXE

Canalisations	DN	Catégorie emplacement	Effets létaux significatifs	Premiers effets létaux	Bande non Aedificandi Normale		
					Total	Gauche	Droite
ARTOIS 1 ANNEE M.E.S. : 1967 DUP : 16/05/67 J.O. : 24/05/67 Arrêté servitude légale : 10/08/67	600	A	180	245	10	5	5
ARTOIS 2 ANNEE M.E.S. : 1983 DUP : 08/01/82 J.O. : 28/01/82 Arrêté servitude légale : 07/03/83	600	A	180	245	5	1	4

RECEPISSE DE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Décret n° 91-1147 du 14.10.1991

ATTENTION !

La réponse est valable six mois et uniquement pour les travaux que vous avez indiqués; si une DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX n'a pas été souscrite dans ce délai, vous devrez faire une nouvelle demande de renseignement.

Expéditeur :
GRTgaz RNE Centre de traitement DR-DICT
Zone industrielle B
Boulevard de la République - BP 34

62232 ANNEZIN

Destinataire

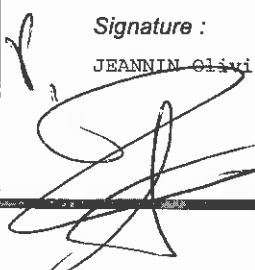
A l'attention de : Mme.LEMOINE
DDTM

44 RUE DE TOURNAI
BP 289
59019 LILLE CEDEX

<i>DR</i>	
du : 24/03/2011	Référence de la demande : DR2011046RMOO
Reçue le : 04/04/2011	Référence de l'exploitant : RD2011046UHOL
Lieu des travaux : COMMUNE DE FRESSAIN 59 FRESSAIN	

Veillez vous reporter aux paragraphes marqués d'une croix.

<input type="checkbox"/>	Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. Il est nécessaire que vous définissiez vos travaux avec plus d'exactitude et que vous précisiez notamment :		
<input type="checkbox"/>	Il n'y a pas d'ouvrages exploités par notre service à proximité des travaux indiqués, c'est à dire (ref.aux textes) qu'il n'y a pas d'ouvrages à moins de (rappel par chaque gestionnaire de ses distances de sécurité) :		
<input checked="" type="checkbox"/>	Il y a au moins un ouvrage concerné.		
<input type="checkbox"/>	Nous envisageons, ou nous réalisons des modifications sur notre réseau. Veuillez consulter notre représentant : M. _____ Tel. _____		
<input type="checkbox"/>	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p>L'emplacement actuel de nos ouvrages figure :</p> <p><input type="checkbox"/> Sur les plans de votre projet que nous vous retournons. <input type="checkbox"/> Sur les extraits de plans ci-joints.</p> <p>Cas particulier</p> <p><input type="checkbox"/> Sur des plans que nous vous invitons à venir consulter pour plus de précisions, dans nos services (sur rendez-vous, muni du présent document).</p> <p>Votre projet doit :</p> <p><input type="checkbox"/> Tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage. <input type="checkbox"/> Respecter certaines dispositions particulières protégeant nos ouvrages et prévues par l'article 19 du décret n°91-1147 du 14.10.1991.</p> </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top; text-align: center;"> <p>ATTESTATION</p> <p>Nom : _____ Entreprise : _____ est venu le : _____ consulter les plans dans nos services. <input type="checkbox"/> Remise de Plans</p> </td> </tr> </table>	<p>L'emplacement actuel de nos ouvrages figure :</p> <p><input type="checkbox"/> Sur les plans de votre projet que nous vous retournons. <input type="checkbox"/> Sur les extraits de plans ci-joints.</p> <p>Cas particulier</p> <p><input type="checkbox"/> Sur des plans que nous vous invitons à venir consulter pour plus de précisions, dans nos services (sur rendez-vous, muni du présent document).</p> <p>Votre projet doit :</p> <p><input type="checkbox"/> Tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage. <input type="checkbox"/> Respecter certaines dispositions particulières protégeant nos ouvrages et prévues par l'article 19 du décret n°91-1147 du 14.10.1991.</p>	<p>ATTESTATION</p> <p>Nom : _____ Entreprise : _____ est venu le : _____ consulter les plans dans nos services. <input type="checkbox"/> Remise de Plans</p>
<p>L'emplacement actuel de nos ouvrages figure :</p> <p><input type="checkbox"/> Sur les plans de votre projet que nous vous retournons. <input type="checkbox"/> Sur les extraits de plans ci-joints.</p> <p>Cas particulier</p> <p><input type="checkbox"/> Sur des plans que nous vous invitons à venir consulter pour plus de précisions, dans nos services (sur rendez-vous, muni du présent document).</p> <p>Votre projet doit :</p> <p><input type="checkbox"/> Tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage. <input type="checkbox"/> Respecter certaines dispositions particulières protégeant nos ouvrages et prévues par l'article 19 du décret n°91-1147 du 14.10.1991.</p>	<p>ATTESTATION</p> <p>Nom : _____ Entreprise : _____ est venu le : _____ consulter les plans dans nos services. <input type="checkbox"/> Remise de Plans</p>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Une déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.) est obligatoire.		

<p>Cachet ou désignation du service qui délivre le récépissé : GRTgaz RNE Centre de traitement DR-DICT Zone industrielle B Boulevard de la République - BP 34 62232 ANNEZIN</p>	<p>Date : 05/05/2011 Nom du responsable du dossier : LONGONI Bruno Téléphone : 03 91 83 06 10 Signature : JEANNIN Olivier (NF)</p> 
---	--

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

La présente réponse concerne uniquement les ouvrages de transport de gaz haute pression exploités par GRTgaz.

Sur le territoire national, d'autres ouvrages de transport de gaz haute pression et de distribution de gaz à basse et moyenne pression sont exploités par GrDF ou par d'autres opérateurs.

ATTENTION : Votre demande concerne plusieurs communes. Chaque commune étant traitée séparément, vous devez recevoir plusieurs récépissés en réponse. Merci de les prendre tous en compte.



R E S P E C T E R



Recommandations techniques applicables pour les projets de travaux de tiers à proximité des canalisations de transport de gaz naturel HP.

1 - AVERTISSEMENT

Les dispositions contenues dans le présent document constituent des recommandations qui ne présentent aucun caractère exhaustif et qui ne sauraient de quelque manière que ce soit se substituer aux obligations de toute personne physique ou morale qui projette des travaux à proximité d'une **Canalisation de transport de gaz naturel** (dénommé « Canalisation » dans la suite du texte), ou modifier celles-ci, que ces obligations aient pour origine la réglementation en vigueur, les règles de l'art ou des documents contractuels.

Il incombe en conséquence à ces personnes, et nonobstant les dispositions prises par l'exploitant de **GRTgaz** (dénommé « GRTgaz » dans la suite du texte), de prendre sous leur responsabilité toute mesure appropriée en vue de sauvegarder la sécurité des personnes, les biens (notamment les ouvrages gaziers) et l'environnement.

2 - INTRODUCTION

Le transport du gaz naturel à haute pression est essentiellement effectué par des Canalisations en acier enterrées recouvertes extérieurement d'un revêtement et comportant des installations associées souterraines ou aériennes ou subaquatiques.

La rupture de l'une de ces Canalisations peut avoir des conséquences particulièrement graves pour les personnes et entraîner par ailleurs l'arrêt de l'alimentation des communes et des clients industriels desservis par ces Canalisations.

Dans le cadre de la prévention des incidents provoqués par des travaux réalisés à proximité des Canalisations, le GRTgaz a décidé d'élargir aux projets de travaux le principe de recommandations techniques écrites prévu par la réglementation pour la réalisation des travaux à proximité des Canalisations.

3 - INFORMATION DU GRTgaz SUR LES PROJETS DE TRAVAUX

Il est souhaitable, dans un but d'efficacité et parce que les impacts sur les ouvrages de transport peuvent être importants (voir par exemple le 4.1.j), que le GRTgaz soit informé de la nature des travaux projetés le plus tôt possible, voire au premier stade de l'élaboration du projet. Toute modification apportée au projet par le maître d'ouvrage doit être communiquée au GRTgaz.

4. RECOMMANDATIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES POUR LES PROJETS DE TRAVAUX DE TIERS

Les Canalisations établies en domaine privé font l'objet d'une convention de servitude régissant la nature des travaux pouvant être effectués dans la bande de servitudes non aedificandi. Les spécifications techniques de cette convention de servitude seront respectées.

4.1 Recommandations pour la conception

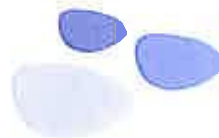
a) Présence de lignes ou câbles électriques de tension supérieure ou égale à 63 kV en parallèle au tracé d'une Canalisation : induction permanente

Un calcul de montée en tension par induction dans les zones de parallélisme entre les ouvrages doit être réalisé et soumis à l'approbation du GRTgaz.

La montée en tension est due à une induction permanente qui est fonction de la charge de la ligne et de l'état du revêtement de la Canalisation.

Il n'est pas admis que la Canalisation soit soumise à une tension alternative induite en régime permanent supérieure à 10 V.

b) Proximité de pylônes électriques de tension supérieure à 63 kV : contrainte de



conduction seule (cas d'un simple croisement sans parallélisme)

Les distances minimales à respecter sont les suivantes :

Tension nominale de la ligne (kV)	Distance minimale à respecter entre la Canalisation et le pied de pylône pour une résistivité de sol $\leq 1000 \varnothing$ (en mètres)	
	sans câble de garde	avec câble de garde
63	20	10
90	28	10
225	130	30
400	250	40

Si ces distances ne peuvent être respectées ou si la résistivité du sol est supérieure aux 1000 \varnothing , une étude spécifique doit être systématiquement menée et soumise à l'approbation du GRTgaz.

c) Proximité de pylônes électriques de tension supérieure à 63 kV : contrainte d'induction (liée à la présence d'un parallélisme).

Les distances à respecter sont les mêmes que celles indiquées dans le paragraphe 3.1 b.

Les Canalisations relevant de l'arrêté du 11 mai 1970 modifié sont également soumises à l'arrêté du 17 mai 2001 « Energie Electrique - Conditions de distribution ». Conformément à l'article 75 de ce dernier arrêté, les contraintes électriques combinées (somme des tensions accidentelles par induction et conduction) sur les Canalisations ne doivent pas dépasser 5 kV.

Le calcul des contraintes électriques combinées doit être réalisé et soumis à l'approbation du GRTgaz.

d) Ligne électrique en surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface.

Le surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface est interdit. La distance minimale à respecter entre ces installations gazières et une ligne électrique est soumise à l'approbation du GRTgaz.

e) Poste de transformation électrique de tension supérieure ou égale à 63 kV.

La Canalisation doit être située à l'extérieur de la sphère d'équipotentialité à 5 kV autour du poste de transformation en cas de défaut. La distance entre la Canalisation et la mise à

la terre du poste de transformation électrique ne peut en aucun cas être inférieure à 2 mètres.

f) Prise de terre des lignes électriques de tension inférieure à 63 kV ou d'un paratonnerre.

La distance minimale entre la Canalisation et l'extrémité la plus proche d'une quelconque ligne de terre d'installation électrique de tension inférieure à 63 kV ou de paratonnerre est de 5 mètres.

g) Mines, carrières, extraction de matériaux.

La définition du périmètre d'exploitation de ces installations doit prendre en compte l'existence de la Canalisation et l'influence des mouvements du sol possibles sur les ouvrages du transport de gaz. Une étude géologique sur la stabilité des terrains doit être fournie au GRTgaz pour les Canalisations situées à moins de quarante mètres du périmètre d'exploitation. Par ailleurs, l'utilisation d'explosifs est soumise aux dispositions du paragraphe 3.4.

Des dispositifs de suivi des déplacements du sol et des contraintes mécaniques s'exerçant sur la Canalisation peuvent être demandés par le GRTgaz.

La circulation des engins est traitée selon les dispositions prévues au paragraphe 3.3.

h) Voies ferrées.

L'implantation éventuelle de voies ferrées au-dessus d'une Canalisation existante n'est pas admise sans la prise en compte des efforts mécaniques supplémentaires induits sur la Canalisation.

Une étude spécifique doit être fournie au GRTgaz par le maître d'ouvrage.

Dans le cas de voies électrifiées, l'influence éventuelle de l'électrification sur le fonctionnement des dispositifs de protection contre la corrosion des Canalisations doit être examinée conjointement.

i) Plans d'eau - fossés - drainage.

La profondeur minimale d'enfouissement des Canalisations doit toujours être conforme à la réglementation applicable. Les travaux ne doivent pas avoir pour conséquence de modifier cette profondeur sans accord préalable du GRTgaz.





R E S P E C T E R



Recommandations techniques applicables pour les projets de travaux de tiers à proximité des canalisations de transport de gaz naturel

La création de plans d'eau ou de fossés au dessus de Canalisations existantes doit faire l'objet d'une étude. Le maître d'œuvre doit se rapprocher du GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet avec les Canalisations concernées.

Les plans de drainage doivent être communiqués au GRTgaz, et les croisements multiples des installations de drainage avec les Canalisations sont à éviter.

j) Routes, autoroutes, construction d'ouvrages d'art et de bâtiments.

Les ouvrages de transport de gaz naturel par Canalisation sont soumis à des dispositions réglementaires qui associent notamment les caractéristiques mécaniques des ouvrages (nuance d'acier, épaisseur) au degré d'urbanisation et au caractère de l'environnement (domaine public national, établissement recevant du public, installations classées pour la protection de l'environnement ...).

Le maître d'œuvre doit se rapprocher du GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet d'aménagement avec la Canalisation concernée. Les délais nécessaires à l'exploitant pour réaliser la mise en conformité éventuelle de la Canalisation avec l'évolution projetée de l'urbanisation ou de l'environnement sont à prendre en compte par le maître d'ouvrage dans la planification de son projet.

Les frais correspondants font l'objet d'une convention préalable financière et technique entre les parties.

Les fouilles, terrassements ou sondages atteignant 5 mètres de profondeur et exécutés à moins de 40 mètres des ouvrages doivent faire l'objet d'une étude particulière.

L'utilisation d'explosifs ou de techniques de vibrofonçage ou autres, génératrices de vibrations, est soumise aux dispositions du paragraphe 3.4.

k) Stations service, installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables

Une distance minimale est recommandée entre les installations gazières de surface et les installations citées. Cette distance est soumise à l'approbation du GRTgaz.

l) Établissement recevant du public au sens de l'article R.1123-2 du code de la construction, Immeuble de Grande Hauteur au sens de l'article R.1122-2 du code de la construction.

Le maître d'œuvre doit se rapprocher du GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet d'aménagement avec la Canalisation concernée.

m) Eolienne

Dans le cas où l'implantation serait à une distance égale ou inférieure, à 4 fois le cumul de la hauteur du mât augmentée de la longueur de la pale montée sur le rotor, le maître d'œuvre ou son représentant doit se rapprocher du GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet d'aménagement avec la Canalisation concernée.

4.2 Pose de conduites, drains ou cables

a) En parcours parallèle

En domaine public, la distance entre les génératrices extérieures de tout nouvel ouvrage et de la Canalisation existante doit être supérieure à 0,5 m.

b) Croisement

Le croisement d'une Canalisation doit respecter les préconisations décrites en ANNEXE 1. La mise en place, au niveau de chaque croisement, d'un grillage avertisseur pour signaler la présence de la Canalisation est impérative.

En cas de croisement d'une Canalisation de transport de gaz et d'une conduite, d'un drain ou d'un câble, une distance d'au moins 0,40 m doit séparer les génératrices voisines.

En cas de croisement de la Canalisation avec des câbles ou des conduites placés en fourreau, il y a lieu de s'assurer qu'un débordement suffisant du fourreau existe de part et d'autre du point de croisement.



c) Ouvrage sous protection cathodique

La pose d'ouvrage sous protection cathodique à proximité d'une Canalisation (croisement ou parallélisme) doit faire l'objet d'une étude d'influence mutuelle soumise à l'approbation du GRTgaz.

4.3 Charge et/ou circulation provisoire au dessus des canalisations

Quand un terrain où se trouve une Canalisation doit être aménagé, même provisoirement, en aire de stockage, de remblai ou en piste d'accès ou aire de stationnement susceptible d'être utilisée par des véhicules lourds, il convient :

1. de mesurer la profondeur d'enfouissement de la Canalisation par des sondages manuels réalisés conformément aux recommandations techniques applicables à l'exécution des travaux à proximité des Canalisations de transport de gaz naturel (*) par celui qui projette les travaux,
2. de calculer les niveaux de contraintes induits sur la Canalisation par les aménagements, le roulement et le stationnement des véhicules,
3. d'installer systématiquement des dispositifs de protection de la Canalisation appropriés pendant toute la durée du chantier.

Les calculs de contraintes et des dispositifs de protection sont soumis à l'agrément du GRTgaz.

(*) ces recommandations sont disponibles auprès du GRTgaz sur simple demande.

4.4 Explosifs et vibrations à proximité des canalisations

L'utilisation d'explosifs, de techniques de vibro-fonçage ou autres génératrices de vibrations à moins de 100 mètres d'une Canalisation est soumise à l'accord préalable du GRTgaz à qui le maître d'oeuvre communiquera les informations nécessaires à une prise de décision.

En cas de litige, GRTgaz pourra faire appel à un expert agréé.

4.5 accès aux ouvrages

L'accès aux ouvrages, installations de surface et Canalisations de transport de gaz naturel, doit être maintenu libre pendant toute la durée des travaux.

5. FRAIS

Les frais entraînés par la mise en oeuvre des recommandations qui précèdent ainsi que des recommandations techniques applicables à l'exécution des travaux à proximité des Canalisations (ces recommandations sont disponibles auprès du GRTgaz sur simple demande) sont à la charge du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre.

Les interventions de l'exploitant de la Canalisation de transport de gaz naturel sont gratuites lorsqu'il s'agit d'actions relatives à la préparation et à la surveillance des ouvrages (détection, balisage, contrôle de l'état des ouvrages, réfections du revêtement sans endommagement de l'acier, etc ...).

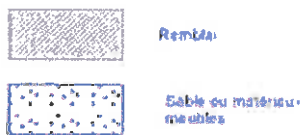
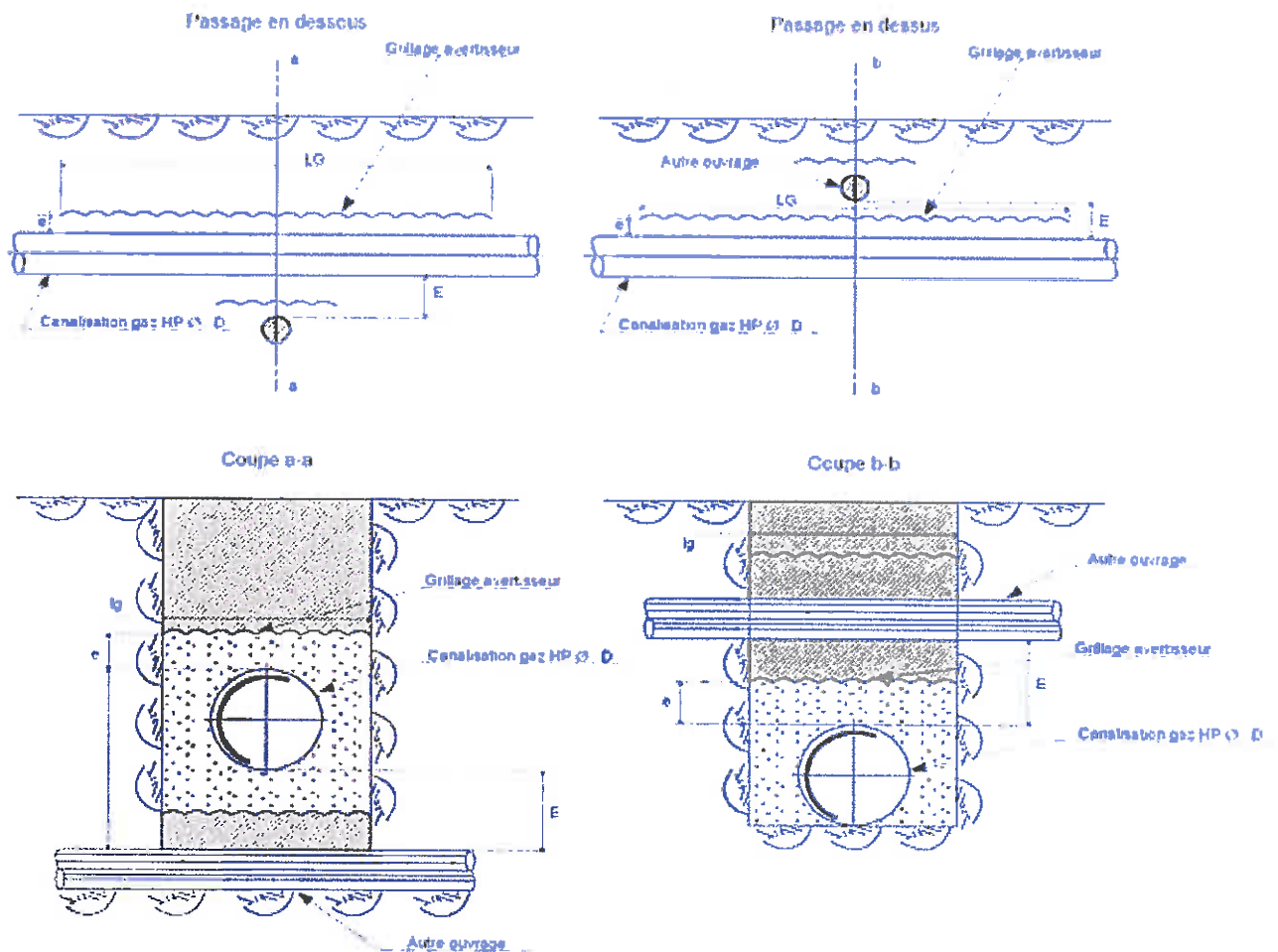




R E S P E C T E R



Préconisations à respecter lors du croisement d'une conduite de transport de gaz naturel par un autre ouvrage (conduite, drain, câble)



		Valeur minimale (m) à respecter
E	Distance entre les génératrices de la canalisation et de l'autre ouvrage	0,4
e	Distance entre la génératrice supérieure de la canalisation et le grillage avertisseur	0,2
LG	Longueur du grillage avertisseur	Suivant l'environnement local
lg	Largeur du grillage avertisseur	D+0,4



Mémoire et solidarité

**Pôle des sépultures de guerre
et des Hauts Lieux de la mémoire
nationale**

Service des sépultures militaires
Zone artisanale
80340 Bray sur Somme
Mail : sepultures80@wanadoo.fr
Tel. 03.22.76.17.72
Fax. 03.22.76.17.71

Bray sur Somme, le 6 avril 2011

Le Directeur,

à

Monsieur le Directeur Départemental
de l'Équipement
SUCT/CPUR
44 rue de Tournai
BP 289
59019 LILLE CEDEX

Courrier n. 400 SUCT	
Le 11 AVR 2011	
Pôle ADS	
Pôle PT	
Pôle PAF	
Pôle PAF	
Pôle C1	
Pôle C2	
Secrétariat	
Pour info : courrier	<input type="checkbox"/>
Pour info : PAF	<input type="checkbox"/>
Visa	

OBJET : Commune FRESSAIN
Révision du POS
Constitution du porter à connaissance et association

REFERENCE : lettre du 24 mars 2011 de Monsieur le Préfet.

Conformément aux instructions contenues dans la lettre rappelée en référence, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucun cimetière dont mon Département Ministériel serait le service attributaire n'est situé sur le territoire de la commune de FRESSAIN.

P/Le Directeur,
Le chef de secteur


O.QUINTIN



PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le 6 avril 2011

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

<p><i>Nom du service :</i></p> <p style="text-align: right;">SERVICE DES SEPULTURES MILITAIRES SOMME F[°] Zone Artisanale 80340 BRAY-SUR-SOMME Tél : 03.22.76.17.72 Télécopie 03 22.76 17 74</p> <p><i>Nom de la personne référente et coordonnées:</i></p>

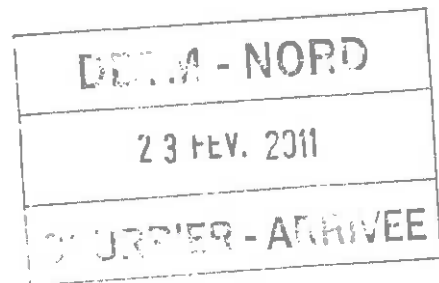
Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~OUI~~

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE



Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction des relations
avec les collectivités
territoriales

Bureau de l'urbanisme et
de la maîtrise foncière

Affaire suivie par :
Myriam ADAM
Tél : 03 20.30.57.41
Fax : 03 20.30.56.91
myriam.adam@nord.gouv.fr

M. le Directeur départemental des
territoires et de la mer Nord
SUCT
BP 289

59019 LILLE CEDEX

Lille, 16 février 2011

Objet : FRESSAIN – engagement de la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme.

Vous avez dû recevoir la délibération du conseil municipal de Fressain du 2 février 2011 engageant l'élaboration du PLU de la commune.

Pour me permettre de suivre l'évolution de cette procédure, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître la date de l'envoi du Porter à Connaissance et me communiquer la liste des services de l'Etat qui auront demandé l'association.

Pour le préfet et par délégation
L'adjoint au chef de bureau délégué


Hakim BOURABAA

Le	24 FEV. 2011
ADS	
Planification	
PAC	
AF er	
Com	
Visé	PL

PRÉFET DU NORD

Sous-Préfecture
de DOUAI

Bureau des Collectivités
Territoriales et de
l'Environnement

Affaire suivie par :
Jean DERACHE

Tél: 03.27.93.59.71
Fax : 03.27.88.22.61

à

destinataires in fine

jean.derache@nord.pref.gouv.fr

DOUAI, le 10 février 2011

Objet : révision du plan d'occupation des sols (P.O.S) de la commune de FRESSAIN en plan local d'urbanisme (P.L.U).

P.J : 1

Vous voudrez bien trouver ci-joint la délibération du conseil municipal de FRESSAIN du 2 février 2011, reçue dans mes services le 9 février dernier, par laquelle il engage une procédure de révision du P.O.S de la commune, et sa transformation en P.L.U.

Si la délibération n'appelle aucune observation de ma part au titre de la légalité externe, j'interviens toutefois auprès de Monsieur le Maire de FRESSAIN afin de l'informer de la nouvelle organisation du contrôle de légalité en matière d'urbanisme.

Je vous remercie d'engager la consultation des services de l'Etat afin de les associer à cette procédure.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,


Hervé MALHERBE

Courrier univé SUCT	
Le 14 FEV. 2011	
Pôle A	
Pôle B	<input checked="" type="radio"/>
Pôle C	
Pôle D	
Pôle E	
Pôle F	
Pôle G	
Pôle H	
Secrétariat	
Pour suite à donner	<input checked="" type="radio"/>
Pour information	<input type="checkbox"/>
Visa	

Liste des destinataires

- Monsieur le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais,
Préfet du Nord
Direction des relations avec les collectivités territoriales
- 4ème bureau –
12/14 rue Jean Sans Peur
59039 LILLE Cedex

- Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord
Service urbanisme et connaissance des territoires
44, rue de Tournai
59039 LILLE Cedex

- Monsieur le Chef d'arrondissement de la délégation territoriale
de la D.D.T.M du Nord
123 rue de Roubaix
B.P 839
59508 Douai Cedex



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Sous-Préfecture
de DOUAI

Bureau des Collectivités
Territoriales et de
l'Environnement

Affaire suivie par :
Jean DERACHE

Tél: 03.27.93.59.71
Fax : 03.27.88.22.61

jean.derache@nord.pref.gouv.fr

à

Monsieur le Maire
de FRESSAIN

DOUAI, le 10 février 2011

Objet : révision du plan d'occupation des sols (P.O.S) de la commune de FRESSAIN en plan local d'urbanisme (P.L.U).

Vous m'avez transmis, le 9 février dernier, la délibération du conseil municipal de FRESSAIN du 2 février 2011, par laquelle il engage une procédure de révision du P.O.S de votre commune et sa transformation en P.L.U.

Je vous remercie, à dater de ce jour et dans le cadre de la nouvelle organisation du contrôle de légalité en matière d'urbanisme, de m'adresser tous les éléments relatifs aux procédures engagées sur le document d'urbanisme de votre commune.

La transmission de ces documents au Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, au Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord et du Chef d'arrondissement de la délégation territoriale de la D.D.T.M du Nord sera désormais assurée par mes soins. Il conviendra, de ce fait, de me faire parvenir les pièces et les dossiers relatifs aux procédures en cinq exemplaires, dont un exemplaire visé par mes services vous sera restitué.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,



Hervé MALHERBE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE FRESSAIN
SEANCE DU 2 FEVRIER 2011**

L'an deux mille onze, le deux février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de FRESSAIN légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Didier TASSEL, Maire, à la suite d'une convocation du 29 janvier 2011.

Etaients présents : M. Didier TASSEL, Maire, MM Didier JUGE-HUBERT, Bernard COQUELLE, Thierry DELILLE et Jean-Marie POLLART, adjoints, Mmes Vincenza DESOBRI et Nathalie LASNE, M. Thierry FIEVET, Mme Monique VILLETTE, M Etienne TASSEL, conseillers municipaux.

Excusés : M. Jean-Marie FOVEAU qui a donné procuration à M. Bernard COQUELLE, Mme Maryse ALAVOINE qui a donné procuration à M. Jean-Marie POLLART, M. Félix DEPREZ qui a donné procuration à M. Etienne TASSEL, Mme Caroline RICHEZ qui a donné procuration à M. Didier TASSEL, M Frédéric FUND qui a donné procuration à M. Didier JUGE-HUBERT.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15 Présents : 10 votants : 15

Secrétaire de séance : M. Etienne TASSEL

SOUS PREFECTURE
DE DOUAI

- 9 FEV. 2011

**REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S) EN PLAN LOCAL
D'URBANISME (P.L.U.)**

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Fressain, a été approuvé le 6 octobre 1988 et a fait l'objet d'une révision simplifiée le 6 mai 1996.

La transformation du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) s'impose dans la mesure où il est nécessaire d'intégrer toutes les dispositions des nouveaux documents d'urbanisme et notamment celles contenues dans le Schéma de Cohérence Territoriale avec lesquelles le P.L.U. doit être en parfaite cohérence.

Le conseil municipal décide la mise en œuvre de la procédure de révision du P.O.S. en P.L.U., c'est-à-dire :

- de prescrire la révision du P.O.S. de la commune de Fressain et sa transformation en P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- conformément à l'article L300-2 du code de l'urbanisme, de soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, le projet du Plan Local d'Urbanisme pendant toute la durée de la révision jusqu'à son arrêté définitif.
- d'engager, après consultation, un cabinet spécialisé pour aider la commune à mener à bien la détermination d'un PLU.
- de demander conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la D.D.T.M. soient mis gracieusement à la disposition de la commune pour assurer le suivi de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

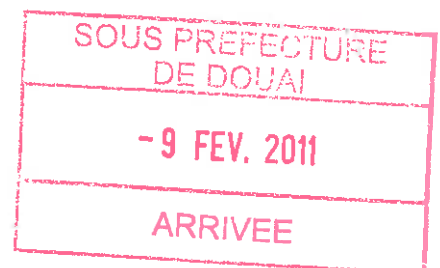
- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du Plan Local d'Urbanisme.
- de solliciter de l'état une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- de confirmer que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice 2011 au compte 202.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet de la région Nord Pas de Calais, Préfet du Nord,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (SCOT)
- à l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
- au représentant de l'organisme de gestion du Parc Naturel Régional,
- à l'EPCI compétent en matière de programme local d'habitat.

Conformément aux articles R123-24 et R123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.



Le Maire,

 Didier TASSEL.



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE FRESSAIN
SEANCE DU 2 FEVRIER 2011

L'an deux mille onze, le deux février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de FRESSAIN légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Didier TASSEL, Maire, à la suite d'une convocation du 29 janvier 2011.

Etaient présents : M. Didier TASSEL, Maire, MM Didier JUGE-HUBERT, Bernard COQUELLE, Thierry DELILLE et Jean-Marie POLLART, adjoints, Mmes Vincenza DESOBRI et Nathalie LASNE, M. Thierry FIEVET, Mme Monique VILLETTE, M Etienne TASSEL, conseillers municipaux.

Excusés : M. Jean-Marie FOVEAU qui a donné procuration à M. Bernard COQUELLE, Mme Maryse ALAVOÏNE qui a donné procuration à M. Jean-Marie POLLART, M. Félix DEPREZ qui a donné procuration à M. Etienne TASSEL, Mme Caroline RICHEZ qui a donné procuration à M. Didier TASSEL, M Frédéric FUND qui a donné procuration à M. Didier JUGE-HUBERT.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15 Présents : 10

Secrétaire de séance : M. Etienne TASSEL



**REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S) EN PLAN LOCAL
D'URBANISME (P.L.U.)**

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Fressain, a été approuvé le 6 octobre 1988 et a fait l'objet d'une révision simplifiée le 6 mai 1996.

La transformation du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) s'impose dans la mesure où il est nécessaire d'intégrer toutes les dispositions des nouveaux documents d'urbanisme et notamment celles contenues dans le Schéma de Cohérence Territoriale avec lesquelles le P.L.U. doit être en parfaite cohérence.

Le conseil municipal décide la mise en œuvre de la procédure de révision du P.O.S. en P.L.U., c'est-à-dire :

- de prescrire la révision du P.O.S. de la commune de Fressain et sa transformation en P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- conformément à l'article L300-2 du code de l'urbanisme, de soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, le projet du Plan Local d'Urbanisme pendant toute la durée de la révision jusqu'à son arrêté définitif.
- d'engager, après consultation, un cabinet spécialisé pour aider la commune à mener à bien la détermination d'un PLU.
- de demander conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la D.D.T.M. soient mis gracieusement à la disposition de la commune pour assurer le suivi de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

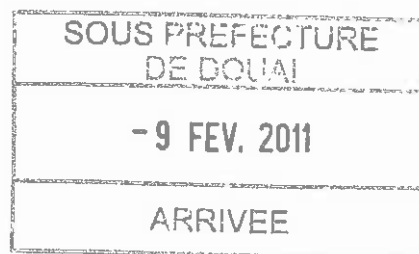
- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du Plan Local d'Urbanisme.
- de solliciter de l'état une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- de confirmer que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice 2011 au compte 202.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet de la région Nord Pas de Calais, Préfet du Nord,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (SCOT)
- à l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
- au représentant de l'organisme de gestion du Parc Naturel Régional,
- à l'EPCI compétent en matière de programme local d'habitat.

Conformément aux articles R123-24 et R123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.



Le Maire,

 Didier TASSEL.



VOS REF. : Votre courrier du 24/03/2011

NOS REF. : LE-IMR-TENE-GIMR-PSC-11-00075

INTERLOCUTEUR : Joëlle MANIEZ
TEL. : 03 20 13 67 95
FAX : 03 20 13 68 73

OBJET : PLU de la commune de FRESSAIN
Département du NORD

DDTM DU NORD
Service Urbanisme
44, rue de Tournai
BP 289
59019 LILLE CEDEX

A l'attention de Madame LEMOINE

Marcq en Baroeul, le **18 AVR. 2011**

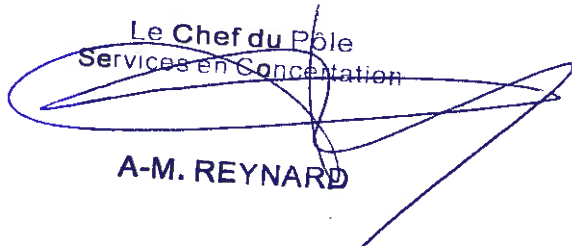
Madame,

En réponse à votre lettre ci-dessus référencée, nous vous informons que nous n'avons pas d'observation à formuler.

En effet, à ce jour, la commune de FRESSAIN n'est concernée par aucun ouvrage du réseau de transport d'électricité existant ou prévu à court terme.

Nous sommes à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée

Le Chef du Pôle
Services en Concentration

A-M. REYNARD

Commissariat
Lo
19 AVR 2011
Planification Territoriale
PAC
AF et APD
Connaiss. des territoires
SIG
Secrétariat
Pour suite à verser
Pour info
Vg

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le

18 AVR. 2011

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

<p>Nom du service :</p> <p>TE EDF TRANSPORT S.A. Transport Electricité Nord Est Groupe Ingénierie Maintenance Réseau TSA 71012 62, rue Louis Delos MARCO EN BARCEUL Cedex</p> <p><i>pole service en concertation</i></p> <p>Nom de la personne référente et coordonnées:</p> <p><i>Joëlle Aniez</i></p>
--

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

OUI

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE

VOS REF. : Votre courrier du 24/03/2011

NOS REF. : LE-IMR-TENE-GIMR-PSC-11-00076

INTERLOCUTEUR : Joëlle MANIEZ

TEL. : 03 20 13 67 95

FAX : 03 20 13 68 73

DDTM DU NORD
Service Urbanisme
44, rue de Tournai
BP 289
59019 LILLE CEDEX

A l'attention de Madame LEMOINE

OBJET : PLU de la commune de FLAUMONT- WAUDRECHIES
Département du NORD

Marcq en Baroeul, le **18 AVR. 2011**

Madame,

En réponse à votre lettre ci-dessus référencée, nous vous informons que nous n'avons pas d'observation à formuler.

En effet, à ce jour, la commune de FLAUMONT- WAUDRECHIES n'est concernée par aucun ouvrage du réseau de transport d'électricité existant ou prévu à court terme.

Nous sommes à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée

Le Chef du Pôle
Services en Concertation

A-M. REYNARD

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le **18 AVR. 2011**

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FLAUMONT - WAUDRECHIES

<p>Nom du service :</p> <p><i>pôle service en concertation</i></p> <p>Nom de la personne référente et coordonnées:</p> <p><i>Joëlle Haniez</i></p>	<p>RTE EDF TRANSPORT S.A. Transport Electricité Nord 222 Groupe Ingenierie Maintenance Bureau TSA 71012 62, rue Louis Delors 59709 MARGUEN BARQUEL Cedex</p>
--	--

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~OUI~~

NON Le Chef du Pôle
Services en Concertation

A-M. REYNARD

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Lille, le

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

Nom du service :

Service Départemental d'Incendie et de Secours du NORD
Direction de la Prévision
60/62 rue de l'Hôpital Militaire – CS 20068

Nom de la personne référente et coordonnées:

59028 LILLE CEDEX

Contact : Lieutenant Colonel EVEN Direction de la Prévision ☎ 03.20.12.29.40

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

OUI

~~NON~~

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le

19 AVR. 2011

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

Nom du service :

**SECRETARIAT GÉNÉRAL pour
l'ADMINISTRATION de la POLICE
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE
130, rue de Rivoli
59000 LILLE**

Nom de la personne référente et coordonnées:

Monsieur KHIAL Ahmed
03 20 67 85 10

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~OUI~~

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le 19 AVR. 2011

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : RUBROUCK

Nom du service :

SECRETARIAT GÉNÉRAL pour
l'ADMINISTRATION de la POLICE
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE
130, rue de Rivoli
59000 LILLE

Nom de la personne référente et coordonnées:

Monsieur KHiAL Ahmed
03 20.67.85 10

Demander l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~OUI~~

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le 19 AVR. 2011

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FLAUMONT - WAUDRECHIES

Nom du service :

SECRETARIAT GÉNÉRAL pour
l'ADMINISTRATION de la POLICE
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE
130, rue de Rivoli
59000 LILLE

Nom de la personne référente et coordonnées:

Monsieur KHIAL Ahmed
03.20.67.85.10

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~OUI~~

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE

PRÉFET DU NORD

Sous-Préfecture
de DOUAI

Bureau des Collectivités
Territoriales et de
l'Environnement

Affaire suivie par :
Jean DERACHE

Tél: 03.27.93.59.71
Fax : 03.27.88.22.61

à

destinataires in fine

jean.derache@nord.pref.gouv.fr

DOUAI, le 10 février 2011

Objet : révision du plan d'occupation des sols (P.O.S) de la commune de FRESSAIN en plan local d'urbanisme (P.L.U).

P.J : 1

Vous voudrez bien trouver ci-joint la délibération du conseil municipal de FRESSAIN du 2 février 2011, reçue dans mes services le 9 février dernier, par laquelle il engage une procédure de révision du P.O.S de la commune, et sa transformation en P.L.U.

Si la délibération n'appelle aucune observation de ma part au titre de la légalité externe, j'interviens toutefois auprès de Monsieur le Maire de FRESSAIN afin de l'informer de la nouvelle organisation du contrôle de légalité en matière d'urbanisme.

Je vous remercie d'engager la consultation des services de l'Etat afin de les associer à cette procédure.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,



Hervé MALHERBE

Courrier univé SUCT	
Le 14 FEV. 2011	
Pôle A	
Pôle B	<input checked="" type="radio"/>
Pôle C	
Pôle D	
Pôle E	
Pôle F	
Secrétariat	
Pour suite à donner	<input checked="" type="radio"/>
Pour information	<input type="checkbox"/>
Visa	

Liste des destinataires

- Monsieur le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais,
Préfet du Nord
Direction des relations avec les collectivités territoriales
- 4ème bureau –
12/14 rue Jean Sans Peur
59039 LILLE Cedex

- Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord
Service urbanisme et connaissance des territoires
44, rue de Tournai
59039 LILLE Cedex

- Monsieur le Chef d'arrondissement de la délégation territoriale
de la D.D.T.M du Nord
123 rue de Roubaix
B.P 839
59508 Douai Cedex



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Sous-Préfecture
de DOUAI

Bureau des Collectivités
Territoriales et de
l'Environnement

Affaire suivie par :
Jean DERACHE

Tél: 03.27.93.59.71
Fax : 03.27.88.22.61

jean.derache@nord.pref.gouv.fr

à

Monsieur le Maire
de FRESSAIN

DOUAI, le 10 février 2011

Objet : révision du plan d'occupation des sols (P.O.S) de la commune de FRESSAIN en plan local d'urbanisme (P.L.U).

Vous m'avez transmis, le 9 février dernier, la délibération du conseil municipal de FRESSAIN du 2 février 2011, par laquelle il engage une procédure de révision du P.O.S de votre commune et sa transformation en P.L.U.

Je vous remercie, à dater de ce jour et dans le cadre de la nouvelle organisation du contrôle de légalité en matière d'urbanisme, de m'adresser tous les éléments relatifs aux procédures engagées sur le document d'urbanisme de votre commune.

La transmission de ces documents au Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, au Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord et du Chef d'arrondissement de la délégation territoriale de la D.D.T.M du Nord sera désormais assurée par mes soins. Il conviendra, de ce fait, de me faire parvenir les pièces et les dossiers relatifs aux procédures en cinq exemplaires, dont un exemplaire visé par mes services vous sera restitué.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,



Hervé MALHERBE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE FRESSAIN
SEANCE DU 2 FEVRIER 2011**

L'an deux mille onze, le deux février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de FRESSAIN légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Didier TASSEL, Maire, à la suite d'une convocation du 29 janvier 2011.

Etaients présents : M. Didier TASSEL, Maire, MM Didier JUGE-HUBERT, Bernard COQUELLE, Thierry DELILLE et Jean-Marie POLLART, adjoints, Mmes Vincenza DESOBRI et Nathalie LASNE, M. Thierry FIEVET, Mme Monique VILLETTE, M Etienne TASSEL, conseillers municipaux.

Excusés : M. Jean-Marie FOVEAU qui a donné procuration à M. Bernard COQUELLE, Mme Maryse ALAVOINE qui a donné procuration à M. Jean-Marie POLLART, M. Félix DEPREZ qui a donné procuration à M. Etienne TASSEL, Mme Caroline RICHEZ qui a donné procuration à M. Didier TASSEL, M Frédéric FUND qui a donné procuration à M. Didier JUGE-HUBERT.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15 Présents : 10 votants : 15

Secrétaire de séance : M. Etienne TASSEL

SOUS PREFECTURE
DE DOUAI

- 9 FEV. 2011

**REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S) EN PLAN LOCAL
D'URBANISME (P.L.U.)**

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Fressain, a été approuvé le 6 octobre 1988 et a fait l'objet d'une révision simplifiée le 6 mai 1996.

La transformation du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) s'impose dans la mesure où il est nécessaire d'intégrer toutes les dispositions des nouveaux documents d'urbanisme et notamment celles contenues dans le Schéma de Cohérence Territoriale avec lesquelles le P.L.U. doit être en parfaite cohérence.

Le conseil municipal décide la mise en œuvre de la procédure de révision du P.O.S. en P.L.U., c'est-à-dire :

- de prescrire la révision du P.O.S. de la commune de Fressain et sa transformation en P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- conformément à l'article L300-2 du code de l'urbanisme, de soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, le projet du Plan Local d'Urbanisme pendant toute la durée de la révision jusqu'à son arrêté définitif.
- d'engager, après consultation, un cabinet spécialisé pour aider la commune à mener à bien la détermination d'un PLU.
- de demander conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la D.D.T.M. soient mis gracieusement à la disposition de la commune pour assurer le suivi de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

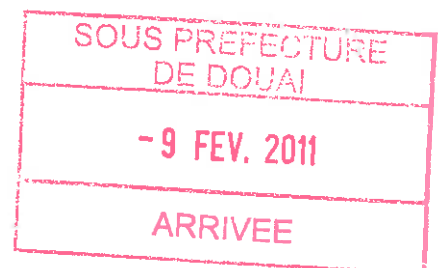
- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du Plan Local d'Urbanisme.
- de solliciter de l'état une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- de confirmer que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice 2011 au compte 202.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet de la région Nord Pas de Calais, Préfet du Nord,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (SCOT)
- à l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
- au représentant de l'organisme de gestion du Parc Naturel Régional,
- à l'EPCI compétent en matière de programme local d'habitat.

Conformément aux articles R123-24 et R123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.



Le Maire,

 Didier TASSEL.



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE FRESSAIN
SEANCE DU 2 FEVRIER 2011

L'an deux mille onze, le deux février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de FRESSAIN légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Didier TASSEL, Maire, à la suite d'une convocation du 29 janvier 2011.

Etaient présents : M. Didier TASSEL, Maire, MM Didier JUGE-HUBERT, Bernard COQUELLE, Thierry DELILLE et Jean-Marie POLLART, adjoints, Mmes Vincenza DESOBRI et Nathalie LASNE, M. Thierry FIEVET, Mme Monique VILLETTE, M Etienne TASSEL, conseillers municipaux.

Excusés : M. Jean-Marie FOVEAU qui a donné procuration à M. Bernard COQUELLE, Mme Maryse ALAVOÏNE qui a donné procuration à M. Jean-Marie POLLART, M. Félix DEPREZ qui a donné procuration à M. Etienne TASSEL, Mme Caroline RICHEZ qui a donné procuration à M. Didier TASSEL, M Frédéric FUND qui a donné procuration à M. Didier JUGE-HUBERT.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15 Présents : 10

Secrétaire de séance : M. Etienne TASSEL



**REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S) EN PLAN LOCAL
D'URBANISME (P.L.U.)**

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Fressain, a été approuvé le 6 octobre 1988 et a fait l'objet d'une révision simplifiée le 6 mai 1996.

La transformation du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) s'impose dans la mesure où il est nécessaire d'intégrer toutes les dispositions des nouveaux documents d'urbanisme et notamment celles contenues dans le Schéma de Cohérence Territoriale avec lesquelles le P.L.U. doit être en parfaite cohérence.

Le conseil municipal décide la mise en œuvre de la procédure de révision du P.O.S. en P.L.U., c'est-à-dire :

- de prescrire la révision du P.O.S. de la commune de Fressain et sa transformation en P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- conformément à l'article L300-2 du code de l'urbanisme, de soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, le projet du Plan Local d'Urbanisme pendant toute la durée de la révision jusqu'à son arrêté définitif.
- d'engager, après consultation, un cabinet spécialisé pour aider la commune à mener à bien la détermination d'un PLU.
- de demander conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la D.D.T.M. soient mis gracieusement à la disposition de la commune pour assurer le suivi de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

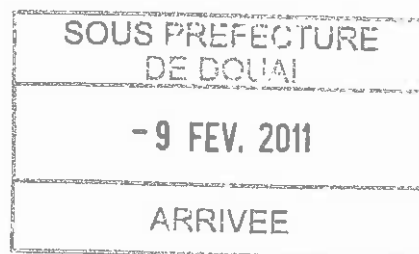
- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du Plan Local d'Urbanisme.
- de solliciter de l'état une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- de confirmer que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice 2011 au compte 202.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet de la région Nord Pas de Calais, Préfet du Nord,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (SCOT)
- à l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
- au représentant de l'organisme de gestion du Parc Naturel Régional,
- à l'EPCI compétent en matière de programme local d'habitat.

Conformément aux articles R123-24 et R123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.



Le Maire,

 Didier TASSEL.





TRAPIL

OLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE (ODC)
22 B - ROUTE DE DEMIGNY - CHAMPFORGEUIL BP 30083
71103 CHALON-SUR-SAONE
TÉL. : 03 85 42 13 00 - FAX : 03 85 42 13 05

V/RÉF.
N/RÉF. FAC/NTA/NEB
ODC/CL/0352-11

AFFAIRE SUIVIE PAR :
TÉL : **M. CASELLI**
FAX : **03.85.42.13.01**
E-mail :

SOCIÉTÉ	
DES	
TRANSPORTS	
PÉTROLIERS arrivé SUDT	
Le	14 AVR. 2011
PAR	
PIPELINE	
Pôle ODC	
Pôle FT	
Pôle PAU	
Pôle AT	
Pôle UT	
Pôle SIG	
Secr. ODC	
Pole d'urbanisme	
Pole urbanisme	

DDTM du NORD
Service Urbanisme et connaissances
des Territoires
Cellule Porter à Connaissance

62, boulevard de Belfort

59000 LILLE

À l'attention de Madame LEMOINE

Champforgeuil, le 12 AVR. 2011

Objet : OLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE

Pipelines : CAMBRAI – DUNKERQUE et CAMBRAI – ANVERS

Procédure du porter à connaissance : Révision du Plan d'Occupation des Sols et association

Commune de : FRESSAIN (59)

Madame,

Dans le cadre de la procédure du "porter à connaissance" visée en objet, vous avez bien voulu nous soumettre le projet de révision du **Plan d'Occupation des Sols** de la commune de **FRESSAIN**.

La commune de **FRESSAIN** est traversée par des oléoducs appartenant à l'État et exploité par la société **TRAPIL**.

Leur tracé est reporté sur le plan au 1/25000^{ème} joint.

Cette installation pétrolière est un ouvrage public réalisé dans le cadre de la loi n°49-1060 du 2 août 1949, modifiée par la loi n°51-712 du 7 juin 1951, et déclaré d'utilité publique respectivement par le **décret du 09/07/1958** modifié par les **décrets du 02/08/1960** et du **04/07/1964** pour le pipeline **Cambrai - Dunkerque** et **décret du 24/05/1956** modifié par les décrets du **29/12/1958**, du **02/08/1960**, du **09/05/1961** et du **04/07/1964** pour le pipeline **Cambrai - Anvers**.

La construction des oléoducs a nécessité la mise en place d'une servitude d'utilité publique de **12 mètres** axée sur la conduite définie par le décret n° 50-836 du 08 juillet 1950 pris en application de la loi de 1949 précitée. Elle doit conformément à l'article R. 126-1 du Code de l'Urbanisme être annexée au Plan d'Occupation des Sols et être représentée selon le code I 1 bis.

En outre, s'agissant d'ouvrages déclarés d'utilité publique susceptibles de recevoir à tout moment pour les besoins de son exploitation ou de sa protection des modifications ou extensions, il importe que le POS soit complété à l'article concernant les occupations admises, et ce quelles que soient les zones traversées par l'oléoduc intéressé, de la mention suivante :

- les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune.

.../...

ATTENTION
Nouveau Capital
Social TRAPIL
13 227 300 €

De même, en application des dispositions des articles L.110, L.111-1, L.121-1 et R. 121-1 du code de l'urbanisme, le plan d'occupation des sols doit tenir compte, dans les zones constructibles, des risques technologiques afférents à ces infrastructures pétrolières.

À cet effet et conformément aux dispositions de l'arrêté du 04 août 2006 portant règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques, nous vous communiquons les zones de danger, issues de l'étude de sécurité de notre réseau, visées dans le tableau ci-après.

Zones de danger	Distances préconisées	
	<i>Petite brèche</i>	<i>Grande brèche</i>
Zone des effets irréversibles	46 m	184 m
Zone des premiers effets létaux	38 m	144 m
Zone des effets létaux significatifs	31 m	113 m

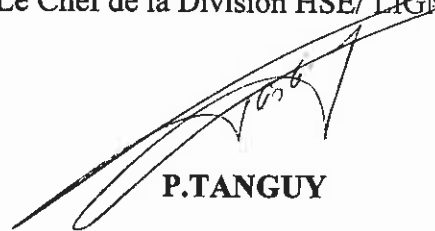
Le développement de l'urbanisation devra prendre en compte ces distances notamment pour les projets de construction **d'établissements recevant du public, d'installations nucléaires de base, d'immeubles de grande hauteur**, de lotissements, de zones artisanales ou industrielles.

Nous vous rappelons que les risques liés à l'exploitation d'un oléoduc sont répertoriés dans un plan de secours appelé Plan de Surveillance et d'Intervention déposé auprès des services administratifs et de secours du département.

La mise à jour du PSI est réalisée, conformément à la réglementation en vigueur pour les canalisations existantes intéressant la défense nationale, suivant les règles et les modalités qui sont définies dans le guide professionnel reconnu.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chef de la Division HSE/ LIGNES,



P.TANGUY

P.J. :
1 fiche I 1 bis
1 plan au 1/25000

Copies sans PJ :
DCSEA/Contrôleur oléoducs (M. Chatard)
SNOI (M. Beyssac)
TRAPIL/DRPO (M. Vancoillie)
TRAPIL/ODC/Région Nord (Mme Marquis)

Oléoduc de l'ETAT exploité par TRAPIL
(Hydrocarbures liquides)
SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Fiche
Servitude I 1 bis

Commune de : ⇒ FRESSAIN (59)

Texte définissant les servitudes : ⇒ Pipeline de défense - décret n° 50-836 du 8 juillet 1950 (J.O. du 14 juillet 1950) modifié par décret n° 6382 du 4 février 1963 (J.O. du 5 février 1963).

Texte créant les servitudes de :

- ◆ Nom de l'ouvrage : ⇒ Oléoduc de Défense Commune (ODC)
- ◆ Tronçon de l'oléoduc : ⇒ CAMBRAI-DUNKERQUE (1) / CAMBRAI-ANVERS (2)
- ◆ Décret du : ⇒ (1) - 09/07/1958 modifié par décrets des 02/08/1960 et 04/07/1964
- ◆ (2) - 24/05/1956 modifié par décrets des 29/12/1958, 02/08/1960, 09/05/1951
- ◆ Les servitudes ont été établies soit par conventions passées à l'amiable, soit par ordonnances d'imposition. Dans les deux cas, les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication au bureau des hypothèques.

Consistance des servitudes :

1° Dans une bande de 5 mètres de largeur (zone forte de protection) où sont enfouies les canalisations, il est interdit :

- ◆ D'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 mètre.
- ◆ D'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 mètre.

2° L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de terrain de 15 mètres de largeur garantie par la servitude de passage¹ au profit de l'état

- ◆ D'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation ;
- ◆ D'essarter tous arbres et arbustes ;
- ◆ De construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite.

3° Les propriétaires ou leurs ayant droits sont tenus de :

- ◆ Ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 15 mètres ;
- ◆ S'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage² ;
- ◆ Dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service bénéficiaire des servitudes et gestionnaire de l'oléoduc à l'échelon central :

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DE L'ENERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER (MEEDDM)
DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT (DGEC)
DIRECTION DE L'ENERGIE (DE)
SERVICE NATIONAL DES OLEODUCS INTERALLIES (SNOI)
Arche de la Défense – Paroi Nord
92055 LA DEFENSE CEDEX

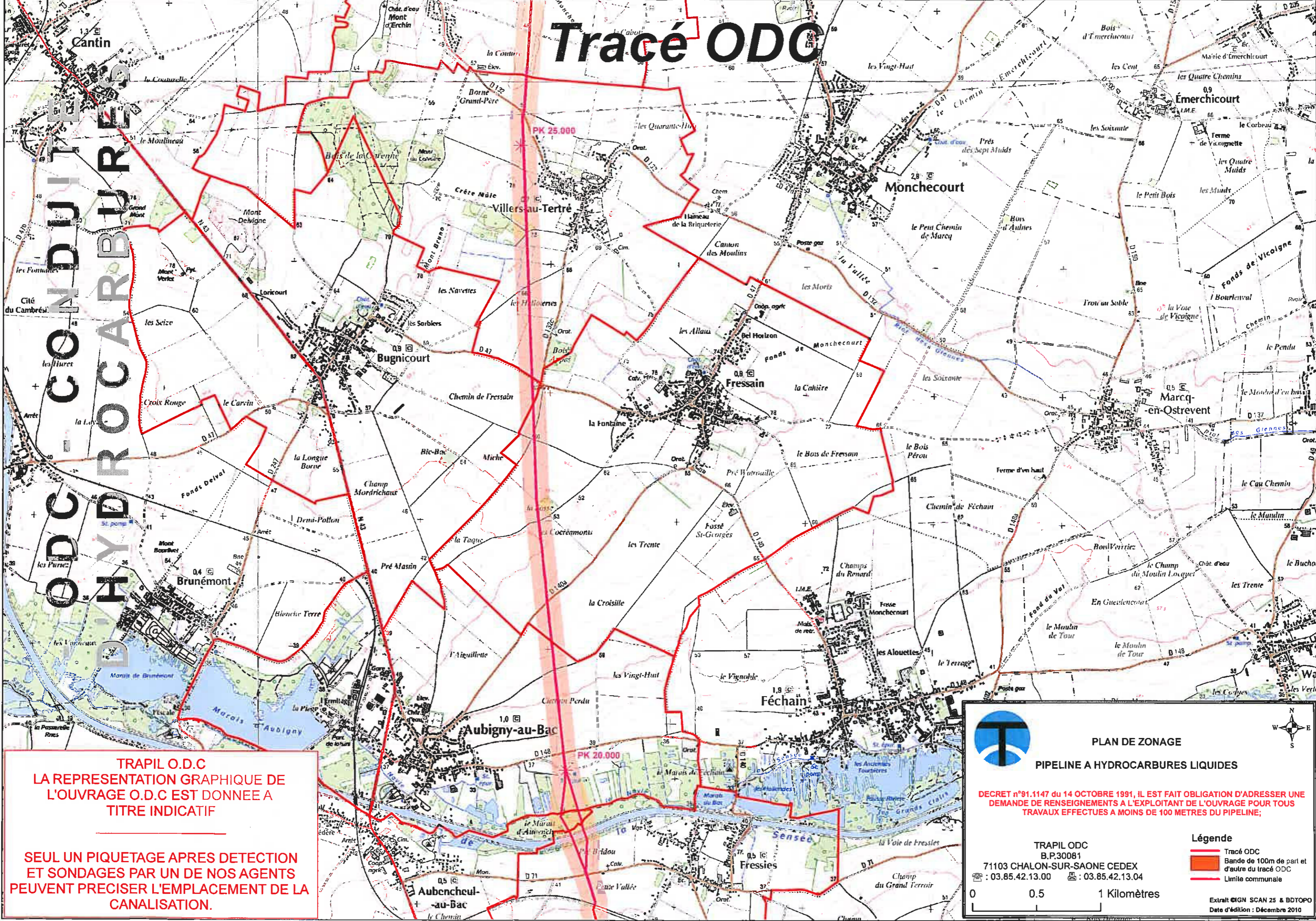
Service exploitant à consulter pour l'accomplissement des formalités préalables à la réalisation des travaux exécutés à proximité du pipeline (Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et Arrêté du 16 novembre 1994) ainsi que l'obtention de tous renseignements sur la conduite et notamment son emplacement :

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA DIVISION DES OLEODUCS DE DEFENSE COMMUNE
22B Route de Demigny – Champforgeuil
B.P. 30081
71103 CHALON SUR SAONE CEDEX

(1) Cette largeur a pu éventuellement être réduite.

(2) Les abris de jardins, de chasse et de pêche, établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation, empêchent la surveillance continue de celle-ci. En conséquence, leur établissement est soumis à accord préalable

Tracé ODC



TRAPIL O.D.C
LA REPRESENTATION GRAPHIQUE DE
L'OUVRAGE O.D.C EST DONNEE A
TITRE INDICATIF

SEUL UN PIQUETAGE APRES DETECTION
ET SONDAGES PAR UN DE NOS AGENTS
PEUVENT PRECISER L'EMPLACEMENT DE LA
CANALISATION.

PLAN DE ZONAGE
PIPELINE A HYDROCARBURES LIQUIDES

DECRET n°91.1147 du 14 OCTOBRE 1991, IL EST FAIT OBLIGATION D'ADRESSER UNE
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS A L'EXPLOITANT DE L'OUVRAGE POUR TOUTS
TRAVAUX EFFECTUES A MOINS DE 100 METRES DU PIPELINE;

TRAPIL ODC
B.P.30081
71103 CHALON-SUR-SAONE CEDEX
☎ : 03.85.42.13.00 ☎ : 03.85.42.13.04

Légende

- Tracé ODC
- Bande de 100m de part et d'autre du tracé ODC
- Limite communale

0 0.5 1 Kilomètres

Extrait ©IGN SCAN 25 & BDTOPO
Date d'édition : Décembre 2010

ANS



FD No 565

Courrier proposé par C. Gobled
Courrier visé par C. Thomas, le

6/4/2011 CTS

Lille, le 06 AVR. 2011

Monsieur le Directeur Départemental des
territoires et de la Mer du Nord
Service urbanisme et connaissance des
territoires - Pôle Porter à Connaissance
44, rue de Tournai BP 289
59019 LILLE Cedex

Objet : commune de Fressain - révision du POS
Référence : cg/2011/74
Affaire suivie par : C. Gobled
Tél : 03 20 15 49 70 fax : 03 20 15 49 71
Courriel : christian.gobled@developpement-durable.gouv.fr

Direction
régionale
du Nord -
Pas-de-Calais

service qualité
sécurité
environnement
cellule
urbanisme
environnement

Par délibération du 2 février 2011, le conseil municipal de la commune de Fressain a décidé de mettre son POS en révision.

Cette commune n'étant pas riveraine de la voie d'eau, je vous informe que VNF n'a aucun élément à fournir pour la réalisation du porter à connaissance.

Courrier arrivé SUJET	
Le	- 8 AVR. 2011
ADS	
Planification Territoriale	
PAC	
AF et APR	
Connaiss. des territoires	
SIC	

Le chef d'arrondissement

C. Jung

37 rue du Plat
boîte postale 725
59034 Lille Cédex
téléphone : 03 20 15 49 70
télécopie : 03 20 15 49 71

Etablissement public à caractère industriel et commercial de l'Etat.
Loi de finances numéro 90-1168 du 29 décembre 1990 pour l'exercice 1991,
article 124 RCS Béthune TGI B 552 017 303, code APE 751 E,
tva intracommunautaire FR 215 520 017 303, Siret 552 017 303 00 207,
compte bancaire agent comptable secondaire de VNF Lille, ouvert à la
Trésorerie Générale du Nord n° 10071 59000 00001004016 82

PREFECTURE DU NORD

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Urbanisme et
Connaissance des Territoires

Pôle Porter à Connaissance

Affaire suivie par Mme LENGAIGNE
Référence à rappeler : AL

Lille, le **06 AVR. 2011**

DEMANDE D'ASSOCIATION

OBJET : P.L.U. de : FRESSAIN

Nom du service :

**Voies Navigables de France
Direction régionale du Nord-Pas-de-Calais
37, rue du Plat
BP 725
59034 LILLE Cedex**

Nom de la personne référente et coordonnées:

**GOBLE D. ch - 37, rue du Plat - 59034 - Lille - Cedex
03-20-15-49-70**

Demande l'association à l'étude citée en objet :
(barrer la mention inutile)

~~NON~~

NON

Document à retourner, **rapidement**, après l'avoir complété à :

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
S.U.C.T./P.A.C.
62 Boulevard de Belfort
59000 LILLE